LA SANTÉ ET LA RÉVOLUTION

Russie soviétique 1917-1924



Rémi **FOSSADIER**
Eugène **KATZIPA**
Clara **PERRIN**
Étienne **UDON**

Éclairage

les bons caractères lbc

La santé et la révolution

Russie 1917-1924

Rémi Fossadier
Eugène Katzipa
Clara Perrin
Étienne Udon

Éclairage • 23

Affiche en couverture :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
Attention au choléra.
Ne buvez pas d’eau brute.
Ne mangez pas de fruits crus et de produits du marché.
L’eau sale et les mouches transmettent des parasites.
Une personne malade est source d’infection.
Éducation à la santé. Détachement de la région de Kiev de la direction militaire sanitaire.

Table des Matières

Avant-propos

Introduction

L’urgence sanitaire des premiers jours du pouvoir

La lutte contre les épidémies

Arracher la société aux conditions sociales et sanitaires moyenâgeuses

Relancer l’économie et faire renaître la classe ouvrière

Conclusion

Bibliographie succincte

Dans la collection Éclairage

AVANT-PROPOS

La pandémie du Covid-19 a aggravé la crise économique et les conditions de vie de la population de toute la planète, sans qu'aucun gouvernement ne parvienne à réellement maîtriser l'épidémie.

Les États ont accumulé les mensonges pour dissimuler les pénuries de masques, le manque de soignants, de lits de réanimation et de vaccins, et leur responsabilité dans cette situation. On a là le résultat d'années et d'années de politiques de réduction des moyens affectés à la santé. Depuis le début, ces mêmes États ont tout fait pour que les capitalistes ne pâtissent pas de la crise sanitaire, voire, s'agissant des plus gros, pour qu'ils en profitent largement. Les gouvernants ont également imposé, sous des prétextes sanitaires ou simplement en profitant de la situation, une série de mesures autoritaires destinées à embrigader les classes laborieuses, à les faire marcher au pas, ce qui, dans bien des pays pauvres, s'est souvent résumé à une répression policière sans fard.

Dans les pays riches et a fortiori dans les plus démunis, il n'a jamais été question de prendre des mesures pourtant de bon sens, comme la production massive de matériel médical par les États ou la levée des brevets sur les vaccins pour que tous y aient accès. En effet, outre écorner ses profits, cela aurait attenté au droit sacro-saint de la bourgeoisie de disposer à sa guise de son capital. On a là une nouvelle démonstration de ce que la propriété privée des capitalistes passe toujours avant l'intérêt de la collectivité, et dans ce cas précis, de l'humanité tout entière.

Nulle part non plus les gouvernements n'ont cherché à mobiliser la population dans la lutte contre l'épidémie. Pourtant, la population a pris d'elle-même, à de nombreuses reprises, des initiatives pour pallier les carences des pouvoirs publics. Ceux-ci privilégiaient au contraire le recours à la machine étatique, cet outil qui maintient la hiérarchie sociale et l'oppression des classes populaires.

Le texte qui suit ne prétend pas dire ce qu'il aurait fallu faire face à la pandémie : il veut donner une idée de ce qu'a été la politique du gouvernement des soviets en Russie après la révolution de 1917, de ce qui l'a guidé, notamment dans la terrible crise sanitaire d'alors.

Les faits évoqués sont anciens, mais d'une grande actualité dans la situation présente. Ils rappellent tout ce qu'a tenté, et ce qu'a réalisé, cet État des ouvriers et paysans russes, qui avait la volonté de s'appuyer sur la formidable énergie

créatrice d'une multitude d'hommes et de femmes. Cela se fit dans l'un des pires contextes que l'on puisse imaginer. Mais la révolution avait éveillé des millions de travailleurs, qui avaient pris collectivement en main leur destin, celui de toute la société, et qui savaient que cet État était le leur.

Cette période ne dura certes que quelques années, mais elle fut riche en bouleversements sociaux dans tous les domaines. Et elle apporte la preuve qu'une fois la domination des possédants brisée, l'activité des masses exerçant le pouvoir avec un État à leur service permet de dépasser les limites que le système capitaliste impose à toute la société, ouvrant du même coup à l'humanité des perspectives nouvelles, insoupçonnées, à la mesure de ses immenses capacités. Nous avons en fait cherché à décrire la politique sanitaire du gouvernement bolchevique en Russie soviétique qui cherchait à abolir la propriété privée des moyens de production, et qui s'appuyait sur toutes les initiatives des masses pauvres.

Il faut préciser d'emblée que la république russe des soviets n'avait pas pour objectif de « construire le socialisme » par ses seuls moyens, surtout dans ce pays aussi arriéré à tous points de vue qu'était la Russie. C'eût été un non-sens. La politique sanitaire dont le pouvoir des soviets a donné l'orientation et qu'il a commencé à appliquer ne pouvait être mise en œuvre que dans les limites d'un pays qui n'avait pas connu le développement matériel et culturel des pays au capitalisme plus ancien. Lénine, Trotsky et leurs camarades savaient, comme tous les socialistes et les communistes depuis Marx, qu'une société socialiste ne pourrait s'établir que si la classe ouvrière, ayant renversé la bourgeoisie dans les pays les plus développés, parvenait à établir son pouvoir à un niveau mondial.

D'ici là, tout en espérant que d'autres révolutions suscitées par la Première Guerre mondiale viennent les épauler, des révolutions dont ils s'efforçaient de hâter la victoire, les bolcheviks utilisaient tous les moyens à leur disposition, dont ceux que leur avait donnés la conquête du pouvoir, pour soulager le sort du peuple des travailleurs et des pauvres.

Voilà ce qui guidait alors l'action du pouvoir soviétique en matière de santé, mais aussi de logement, d'éducation, etc.

Septembre 2021

INTRODUCTION

En 1917, la guerre mondiale durait depuis trois ans et, en Russie, elle imposait à la population de très lourdes pertes humaines, la faim et toujours plus de privations.

C'est à Petrograd, la capitale, que le mécontentement accumulé éclata. Le 23 février (8 mars) 1917, les femmes, qui comme chaque matin attendaient leur maigre ration de pain dans le froid, refusèrent de subir cela plus longtemps. Elles partirent manifester, rejointes par une foule d'ouvriers. La révolution avait commencé.

Le lendemain, les insurgés furent de plus en plus nombreux et déterminés. Au troisième jour les soldats, c'est-à-dire dans leur immense majorité des paysans mobilisés par la guerre, refusèrent de tirer sur d'autres exploités et basculèrent du côté de l'insurrection. Ensemble, le cinquième jour, armés de fusils pris dans les casernes de la ville, les ouvriers et soldats s'emparèrent du palais de Tauride, un des centres du pouvoir, ce qui précipita la chute du tsar. Renouant avec la forme d'organisation de la classe ouvrière qui avait surgi durant la première révolution russe, celle de 1905, les ouvriers et les soldats créèrent leurs propres assemblées dirigeantes, les soviets (les conseils, en russe). Ils voulaient la paix, le pain et la terre aux paysans. C'était une question de survie.

Dans un premier temps, les ouvriers et les soldats élurent à la tête des soviets un grand nombre d'avocats, de professeurs, de journalistes : des petits bourgeois sous l'uniforme, et généralement sous celui d'officier, avec l'autorité que cela leur conférait. C'étaient des gens éduqués, socialement habitués à commander. Ils savaient faire des discours ronflants sur la démocratie, la république et même le socialisme. Mais ils étaient viscéralement incapables d'imaginer une société que ne dirigeraient pas l'aristocratie ou la bourgeoisie, et c'est à elles qu'ils s'en remettaient.

Ainsi, le soviet de la capitale laissa d'emblée un prince, Gueorgui Lvov, diriger le gouvernement provisoire et tenter de sauver la monarchie. Il ne fallut pas longtemps aux ouvriers et aux soldats pour se convaincre qu'un tel pouvoir ne répondrait pas à leurs aspirations. Et de fait, au fil des semaines et des mois qui suivirent, ils allaient promouvoir des dirigeants de plus en plus radicaux. Cela jusqu'à ce qu'arrive à la tête du gouvernement provisoire Kerensky, un avocat se présentant en ami du peuple, car il avait participé à la révolution de

1905. Il s’appuyait sur une coalition de partis socialistes (les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires) et de partis ouvertement bourgeois.

Ce gouvernement refusa, tout comme ses prédécesseurs, de s’en prendre à la bourgeoisie, et même à l’aristocratie, à leur propriété et à leurs trafics de guerre lucratifs alors que le pays, affamé, saigné à blanc, s’enfonçait dans une crise multiforme. À la place de la paix, il lança une offensive désastreuse ; à la place du pain, les prix flambaient. Et les chefs du soviet laissaient ce gouvernement agir contre les intérêts des masses. Après avoir vu les gouvernants se succéder et les chefs des soviets refuser de mener une politique en leur faveur, les masses acquirent la conviction qu’elles ne pourraient compter que sur elles-mêmes pour changer leur sort. Et en octobre, après avoir réélu tous les soviets locaux et centraux, en portant pratiquement partout les représentants du Parti bolchevique à leur tête, les travailleurs accomplirent l’impossible : ils s’emparèrent du pouvoir.

Pour la première fois de l’histoire, le prolétariat avait osé renverser le pouvoir en place et instaurer le sien. Avec la nouvelle ère qui s’ouvrait, une tâche immense se présentait à la classe ouvrière : diriger la société. La bourgeoisie et la guerre avaient précipité la Russie vers l’abîme : il y avait urgence à l’empêcher d’y sombrer définitivement. Il fallait prendre des mesures radicales pour arrêter le pillage des ressources de la société à seules fins de guerre et de profits pour les possédants.

Une lutte à mort s’engageait, que les travailleurs, qui faisaient tout tourner et n’avaient rien à perdre, pouvaient et devaient gagner. Les bolcheviks le savaient, les travailleurs conscients le pressentaient. Mais il fallait encore en convaincre de nombreuses couches opprimées de la société et les entraîner dans la remise sur pied du pays et la construction d’une société plus juste.

Réorganiser une société déjà arriérée et en ruines après la guerre

Après la révolution d’Octobre, les révolutionnaires, et au premier chef Lénine, Trotsky et les autres dirigeants bolcheviques, qui se retrouvaient très largement majoritaires au pouvoir, eurent à faire face à une avalanche de tâches toutes plus urgentes les unes que les autres. Jusqu’alors, ils avaient tendu toutes leurs forces vers la prise du pouvoir. Désormais, les travailleurs et leurs soviets devaient assumer la direction de la société à l’échelle d’un continent. Une mission qu’il eût été impossible d’engager sans avoir gagné le large soutien de la population, car les ouvriers communistes révolutionnaires et les soldats prêts à participer à la gestion du pouvoir ne représentaient qu’une infime minorité, concentrée dans les

villes, au milieu d'un océan de paysans.

Dans l'ex-empire des tsars se croisaient plus d'une centaine de nationalités : entre autres, des dizaines de millions de paysans, russes, ukrainiens, ces derniers ayant subi l'oppression grand-russe ; la mosaïque de peuples du Caucase que travaillaient des forces réactionnaires ; les nombreux turcophones d'Asie centrale qui s'éveillaient à la conscience nationale ; des populations dispersées dans l'immensité du Grand Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, dont beaucoup n'avaient pas dépassé le stade du nomadisme et de l'animisme. Tous ces peuples avaient des préoccupations fort différentes, parfois à des années-lumière de ce qui agitait politiquement Petrograd et Moscou : le pouvoir ouvrier dut les prendre en compte pour gagner la confiance des diverses couches, fractions et catégories d'une population de 150 millions d'individus. Sinon, rien n'eût été possible.

La tâche d'organisation et de réorganisation de la société s'annonçait d'autant plus difficile que le pouvoir soviétique héritait d'une économie arriérée, de surcroît ravagée par trois ans de guerre.

Le réseau de transports, déjà insuffisant en temps de paix, était en piteux état. Les pénuries de blé et de matières premières s'aggravant dans les villes, l'industrie risquait de s'arrêter. Et partout, la famine menaçait. Il fallait d'autant plus la craindre qu'elle risquait d'entraîner des épidémies qui auraient contribué à faire sombrer le pays davantage.

Avant-guerre, les maladies qui accompagnaient la misère et les disettes, tel le typhus, le choléra, la variole, la tuberculose et la diphtérie, s'abattaient déjà de façon périodique sur la Russie. La guerre, et les famines qu'elle entraînait, avait fourni un terrain encore plus favorable à ces fléaux, au front d'abord à l'arrière ensuite.

Pour parer à la catastrophe, le pouvoir des soviets fit donc du ravitaillement sa première urgence. Mais il y avait aussi pénurie de certains produits industriels, tels les médicaments, car on n'en produisait presque pas en Russie. La guerre avait vidé les stocks de médicaments importés. Et on ne pouvait pas les renouveler à cause du blocus qu'imposaient à la Russie les grandes puissances, en représailles à la prise du pouvoir par les soviets. Avec leur blocus, ces États dits civilisés condamnèrent à mort des millions de personnes en Russie.

Face à la catastrophe sanitaire, le pouvoir des soviets avait hérité d'organes administratifs insuffisamment centralisés, d'une industrie faiblement développée et d'un système de soins rudimentaire. Le pays, qui avait peu d'hôpitaux et encore moins de centres de recherche, comptait un médecin pour 20 000 habitants à la campagne et un pour 7 000 en ville.

Tout était à faire dans l'urgence : obtenir la paix, répartir la terre, reconstruire

les logements et les infrastructures. La tâche était immense. C'était le résultat de l'histoire de la Russie, qui n'avait pratiquement connu aucun des progrès ayant accompagné le développement de la bourgeoisie, puis du capitalisme industriel en Europe occidentale. Le pays n'avait traversé aucune révolution bourgeoise qui aurait frayé la voie à un tel développement, et à de tels progrès, en balayant le vieil ordre féodal. Ce qu'une bourgeoisie russe tard venue, malingre et dépendante du capital étranger, n'avait eu ni la force ni la volonté d'accomplir, le pouvoir issu d'octobre 1917 allait devoir s'en charger. Et pour mener à bien ces tâches, le pouvoir des soviets allait devoir en même temps les dépasser, en s'avançant dans un début d'édification socialiste.

Transformer la société

Dans la société russe, il n'y avait qu'une force sociale capable de réaliser ce programme : les masses pauvres avec à leur tête le prolétariat conscient et organisé. L'élan révolutionnaire, né du refus de continuer à subir la faim et la guerre, avait grandi dans l'enthousiasme de la chute du tsarisme, s'était affermi en Octobre, devenant un puissant levier de transformation sociale.

Les millions d'opprimés, qui avaient mis leur force et leur cœur dans la révolution, déployaient une infinité d'initiatives : ce qui les motivait à agir, c'était la défense de leurs intérêts. Des soldats établissaient des contrôles pour empêcher les officiers de déplacer des troupes et de s'emparer des stocks d'armes, pour éviter que les wagons de blé aillent au marché noir ; des paysans s'emparaient de riches domaines et se mettaient à les exploiter pour eux-mêmes ; des ouvriers réquisitionnaient voitures et camions pour ravitailler les villes, transformaient de riches demeures en plusieurs logements pour les mal-logés ; d'autres organisaient des postes de secours et transportaient les blessés…

Mais tant que ces nombreuses initiatives restaient isolées, dépendantes de la spontanéité individuelle, elles n'étaient pas encore à la hauteur de la lutte qui s'imposait.

Dans les soviets, ces centres d'organisation du pouvoir des travailleurs, les initiatives pouvaient être discutées, dirigées et organisées en un élan commun plus puissant. Élus à leur tête, les bolcheviks cherchaient à donner une direction commune aux luttes des masses. Ils soutenaient toutes les initiatives pour que les travailleurs prennent confiance en eux, en ce que leurs forces pouvaient accomplir, et pour qu'ils participent de plus en plus à l'exercice du pouvoir. Ils cherchaient à convaincre les masses de la nécessité de centraliser leurs actions et de rationaliser l'organisation et le fonctionnement de tous les domaines de la société sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Ils posaient là les bases

d’une gestion socialiste de la société, tout en entreprenant les tâches les plus urgentes : répartition de la terre sur les grands domaines dont on avait chassé les propriétaires, remise en route des usines sous contrôle ouvrier, centralisation des banques et des transports… En expropriant eux-mêmes les possédants, ou au moins au début en les contrôlant étroitement, les travailleurs accomplirent ces tâches avec bien plus d’efficacité, de profondeur, que ce qu’auraient pu faire les mesures de nationalisation même du plus radical des gouvernements bourgeois.

La Russie avait été le maillon faible du capitalisme, le premier à céder. La bourgeoisie à peine arrivée au pouvoir s’était révélée incapable de diriger la société et son pouvoir était tombé tel un fruit trop mûr. Ailleurs en Europe, la colère grondait mais la bourgeoisie défendait son pouvoir bec et ongles contre la classe ouvrière. La lutte pour la direction de la société s’y annonçait plus rude mais, face à la même crise économique, elle était tout aussi nécessaire.

La victoire des ouvriers russes en octobre 1917 montrait aux travailleurs et aux opprimés comment la classe ouvrière pouvait inverser le cours des choses, dès lors qu’elle prenait son destin en main. Un exemple et un espoir qui allaient contaminer l’Europe, à commencer par l’Allemagne où la classe ouvrière semblait alors aux portes du pouvoir.

Mais en attendant que les travailleurs d’autres pays les rejoignent, ceux de Russie tendaient leurs forces pour préserver leurs premières conquêtes.

Un pouvoir ouvrier contesté de toutes parts

La guerre mondiale n’était pas terminée que la guerre civile s’y ajoutait, ravageant la Russie : une guerre civile voulue par les classes possédantes russes et les grandes puissances impérialistes qui voyaient la révolution russe comme une menace mortelle pour leur domination mondiale. Elles réagirent en conséquence.

En octobre, les ouvriers avaient conquis le pouvoir central à Petrograd et à Moscou. Mais ils n’avaient pas encore établi leur pouvoir dans le reste du pays. En soutenant les paysans dans leur lutte pour la terre, ils étaient parvenus à entraîner la plupart derrière eux, mais de nombreuses autres couches sociales n’acceptaient pas le pouvoir des travailleurs. Cherchant à fédérer tous ceux qui n’avaient pas rejoint le camp des bolcheviks, les ex-généraux tsaristes et les membres du gouvernement provisoire tout juste renversé, même ceux qui se disaient socialistes, s’allièrent pour reprendre le pouvoir. La bourgeoisie sabotait toutes les décisions des soviets, les généraux tsaristes livraient des villes aux armées allemandes, affamaient celles où les révolutionnaires dominaient et ils s’affairaient à rassembler des armées blanches.

On avait là une insurrection de toutes les forces de l'ancien régime – les classes possédantes, leurs généraux et leur personnel politique – adossée à une formidable coalition militaire d'États résolus à écraser ce régime né d'une révolution ouvrière victorieuse.

Affronter la crise sanitaire au lendemain de la révolution

L'État soviétique, et donc son système de soins, allaient devoir se bâtir dans ce contexte de lutte de classe exacerbée.

Mais comment faire ? Tout en prenant des mesures d'urgence pour soigner les malades, endiguer les épidémies, il fallait construire une structure qui organise et coordonne ces mêmes mesures : un commissariat du peuple (dénomination soviétique d'un ministère) à la Santé. Le médecin et militant bolchevique Nikolaï Semachko, responsable de la création des commissions sanitaires à Petrograd, leur donna pour mot d'ordre : « La santé des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et comme principes l'unification des structures et actions sanitaires, la gratuité des soins par tous, la promotion des actions de prévention et d'assainissement pour empêcher la propagation des maladies.

Mais alors que la guerre civile s'engageait, de nombreux obstacles se dressaient devant la construction d'un tel commissariat. Le principal était l'opposition de la quasi-totalité des médecins et professionnels de santé à un organisme qui les contrôle. On ne pouvait bâtir le futur système de santé sans eux. Mais il semblait tout aussi impossible de les associer à la tâche.

Les médecins étaient seulement quelques dizaines de milliers en Russie à la veille de la révolution, ils appartenaient en général à la bourgeoisie des villes, et jouissaient d'un statut de notables en province. Provenant le plus souvent de milieux ayant les moyens d'envoyer leurs rejetons étudier la médecine à l'étranger, ils faisaient partie des couches supérieures d'une intelligentsia russe qui se sentait proche des classes dominantes, dans ce pays où seule une mince couche de la population avait accès à l'éducation. Dans leur immense majorité ils se montraient hostiles, par principe et par intérêt de classe, au pouvoir des travailleurs.

Il n'y avait là rien de particulier. En 1918, dans toute la Russie soviétique se posait le problème de bâtir des organisations centralisées et d'y faire participer des spécialistes, a priori opposés aux soviets : les ingénieurs pour reconstruire les ponts et les chemins de fer, les officiers pour défendre le pays, les médecins pour opérer des blessés et soigner la population…

Nulle part la question des spécialistes ne se posait avec autant d'acuité que sur le front. Finalement c'est de là, et de l'Armée rouge en construction, que vint la

solution. Elle allait servir de modèle dans bien d'autres domaines.

Bâtir l'État des travailleurs : de l'Armée rouge au commissariat du peuple à la Santé

C'est à Trotsky, le principal dirigeant de la révolution au côté de Lénine, qu'échut la tâche de bâtir l'Armée rouge. Rassemblant les bandes de partisans dispersés le long du front qui, après la chute du tsar, s'étaient souvent juré de ne plus jamais obéir aux ordres de personne, Trotsky fit sortir de terre, en moins d'un an, une armée de plusieurs millions d'hommes, capable de repousser les assauts des généraux tsaristes, et les armées des pays occidentaux les plus puissants.

Elle le put parce que, tout au long des trois ans et quelques de guerre civile, Trotsky et les cadres de l'Armée rouge surent gagner la confiance des soldats en les convainquant, en leur expliquant et réexpliquant à la veille de chaque bataille ses enjeux profonds.

Mais pour vaincre des forces dirigées par un appareil de professionnels, l'Armée rouge devait aussi maîtriser la stratégie militaire et l'art du commandement des troupes dans l'action. Or, cette science, ces savoir-faire, ces connaissances militaires dont l'armée des travailleurs ne pouvait se passer, ceux qui les possédaient, les officiers tsaristes, étaient dans leur très grande majorité des ennemis des prolétaires. Trotsky et la direction bolchevique durent donc réussir à attirer certains de ces officiers et à convaincre les soldats d'accepter qu'ils dirigent les opérations sous le contrôle de commissaires politiques communistes.

Sur ces bases, l'Armée rouge s'aguerrit. Et ses premières victoires attirèrent d'autres gradés de l'ex-armée tsariste, dont des médecins militaires.

On les affecta, sous le même contrôle que les officiers, à la direction des sections médicales et sanitaires de l'armée. Là, ils expliquaient comment les épidémies se propagent, réorganisaient les corvées et la vie collective des bataillons pour que les soldats apprennent les gestes permettant de se prémunir. Dans un même élan, à mesure que l'Armée rouge se professionnalisait, s'organisait l'action des sections médicales et sanitaires surgies durant l'insurrection d'Octobre.

Leurs succès dans l'armée poussèrent certains médecins à se rallier au pouvoir des soviets, et le 18 juillet 1918, il fut possible de créer le commissariat du peuple à la Santé. Il était plus que temps : des épidémies de choléra et de typhus frappaient Petrograd et Moscou.

Les responsables entreprirent immédiatement de coordonner l'activité des

secouristes et soignants opérant à l'arrière du front. Sur le modèle des sections sanitaires de l'Armée rouge, le commissariat à la Santé organisa des commissions d'ouvriers et de femmes, qui coordonnaient l'action de dizaines de milliers de gens. S'inspirant des initiatives des travailleurs sur le terrain, elles nettoyaient les villes, enseignaient des rudiments de biologie et encourageaient la vaccination.

La lutte sanitaire malgré l'arriération

Les militants des commissions sanitaires s'adressaient à des hommes et des femmes dont les plus anciens avaient vécu sous le servage, dont beaucoup ne savaient pas lire et qui ignoraient souvent tout ou presque de l'hygiène.

Une anecdote relatée par Mikhaïl Boulgakov, un médecin et écrivain opposé au nouveau pouvoir, témoigne autant de l'arriération profonde des campagnes que du mépris social dont faisait preuve le corps médical. À un homme vigoureux venu consulter pour un mal de gorge, un médecin avait prescrit une goutte par jour d'un dérivé d'opium durant deux semaines. Peu après, on trouva le patient convulsant sur le sol de la clinique, le flacon vide à ses côtés. Une fois le paysan rétabli, le médecin lui demanda pourquoi il avait avalé tout le flacon. Il répondit qu'avec une goutte par jour, le traitement aurait pris une éternité : il avait voulu aller plus vite car le travail aux champs l'attendait. Cité encore par Boulgakov, il y a aussi ce malade qui se plaignait de l'inefficacité des cataplasmes prescrits pour son mal de dos. Le médecin voulut savoir s'il les avait appliqués à l'endroit de la douleur : bien sûr, répondit le paysan, qui lui montra les cataplasmes apposés dans le dos… de sa veste.

Quant au fait de se laver les mains, cela ne se faisait guère. Le savon était une denrée rare. On s'essuyait les mains pour en enlever la poussière ou la terre avant de manger, mais l'on n'imaginait pas gaspiller l'eau à les laver pour combattre d'invisibles microbes.

Pourtant, en quelques mois, les commissions sanitaires à l'arrière, et plus encore les sections médicales et sanitaires de l'armée, réussirent à convaincre des centaines de milliers d'hommes et de femmes de se laver les mains, de désinfecter leur linge, de nettoyer les sols et la vaisselle, des mesures de protection élémentaires qui leur paraissaient jusque-là absurdes.

Cela se fit non par la contrainte, mais en montrant le bien-fondé de ces gestes sanitaires, avec à l'appui des illustrations de microbes et de microscopes, accompagnées de courtes explications écrites. Ceux que cela avait convaincus s'en faisaient ensuite les échos, et de fait les propagandistes.

Lutte contre les épidémies et naissance d’un système de santé

Dans la lutte contre les épidémies, les méthodes de prévention et d’assainissement des sections médicales et sanitaires et des commissions sanitaires apportaient des résultats : les épidémies avaient fait moins de morts dans l’Armée rouge que dans les armées blanches, mieux équipées, bien mieux pourvues en médecins, mais où on délaissait les bataillons contaminés.

De ce qui s’était fait dans l’Armée rouge allaient jaillir les idées sur ce qui pourrait se faire dans toute la société. Ces idées, on tentait de les mettre en œuvre avec les maigres moyens du bord. Mais malgré tout, cela allait donner une impulsion à une nouvelle vision de la santé, et permettre que prenne corps l’ébauche d’un système de santé à certains égards plus avancé, plus progressiste, plus « moderne » même que tout ce que connaissait le reste du monde à cette époque. Un système dont certains traits et certaines innovations dues aux initiatives des masses et du jeune pouvoir ouvrier allaient perdurer, sous différentes formes, même bien après que l’État soviétique eût cessé d’être celui des masses travailleuses pour devenir celui d’une bureaucratie parasitaire.

Ce fut notamment le cas de la mise sur pied de dispensaires durant la guerre civile. Il s’agissait de structures permanentes de soins, de prévention et d’assainissement. Chargé de cette triple mission dans d’un district particulier, le dispensaire posait les bases d’un système de prise en charge de la santé et du cadre de vie de toute la population.

De la lutte pour façonner le système sanitaire soviétique naquit une nouvelle vision de la santé, « l’hygiène sociale », qui anima l’action des dispensaires et l’enseignement dans les universités. Inspirée d’une conception communiste des relations entre les individus et la société, l’hygiène sociale considérait les maladies comme la conséquence de mauvaises conditions de vie et de travail : la pauvreté, la mauvaise alimentation, l’insalubrité et l’exploitation en général. Prises sous cet angle, les pratiques médicales commencèrent à se transformer : la tâche du médecin ne consistait plus seulement à soigner les malades, mais aussi à éliminer autant que faire se pouvait ce qui rendait les gens malades. Il procédait à des opérations de recensement et de dépistage, et quand il découvrait un risque majeur pour la santé dans des logements ou une usine, il devait s’efforcer d’y remédier. La maladie n’était plus une faute ou une défaillance personnelle ; le malade n’était plus une machine cassée qu’il fallait réparer pour le renvoyer au travail : c’était un membre de la société, dont celle-ci avait la responsabilité et dont elle devait préserver la santé.

Les militants bâtissant les nouvelles structures de santé auraient voulu les généraliser à l'ensemble de la société. Mais après sept ans de guerre, et sous la pression du blocus économique, il était impossible de rattraper en quelques années le niveau de développement des systèmes de santé occidentaux, plus riches et installés depuis des décennies. Le système resta une ébauche de ce que pourrait être un système de santé dans un État socialiste.

Un système de santé resté au stade de l'ébauche

Début 1922, l'élan des masses, épuisées, s'était tari. Sans leurs initiatives et leur action, le système soviétique avait grandement perdu de ce qui faisait sa force. Et la classe ouvrière ayant progressivement délaissé l'exercice du pouvoir, une caste de bureaucrates de moins en moins contrôlés s'installa. Profitant des privilèges que lui donnait sa fonction de direction de l'État, la bureaucratie se renforçait. Après les quelques années de regain économique qui suivirent la guerre civile, la classe ouvrière commença à reprendre des forces. Mais pas assez pour parvenir à arracher à la bureaucratie le pouvoir qu'elle avait usurpé entre-temps. Et malgré le combat de la partie la plus consciente de la classe ouvrière, combat qu'incarna face au stalinisme l'Opposition de gauche au sein du Parti communiste durant une quinzaine d'années, jusqu'à son extermination dans les camps de Staline.

Cette régression politique et sociale changea radicalement la situation au milieu des années 1920. Sans la participation active des masses comme aux lendemains d'Octobre et sans la victoire de la révolution dans des pays économiquement et culturellement plus avancés, la société soviétique ne pouvait plus aller de l'avant. Il en allait de même pour ce système unique reposant sur la prévention, visant à la prise en charge de la santé de tous par la société et par les travailleurs eux-mêmes, qu'une révolution ouvrière avait permis d'ébaucher.

CHAPITRE I^er^

L’URGENCE SANITAIRE DES PREMIERS JOURS DU POUVOIR (NOVEMBRE 1917 – JUILLET 1918)

Le silence régnait sur les rues de Petrograd dans la nuit du 24 au 25 octobre 1917. Pourtant l’institut Smolny, où les bolcheviks avaient établi leur état-major, fourmillait d’une fiévreuse activité. De là partaient les consignes et directives qui allaient guider l’action des travailleurs organisés dans la garde rouge, afin de renverser le gouvernement provisoire.

À côté des gardes rouges dans la prise de contrôle des lieux stratégiques de la capitale, il y avait des détachements sanitaires. Organisés dans la Croix-Rouge prolétarienne ou intégrés aux gardes rouges, ils se composaient d’ambulanciers, de membres du personnel médical militaire et d’infirmières ralliés aux bolcheviks. De nombreuses ouvrières complétaient ces détachements ayant souvent à leur tête un jeune médecin ou un étudiant en médecine. Ces secouristes de l’insurrection, qui avaient appris à soigner sur le terrain même des combats menés depuis la chute du tsar, s’étaient regroupés dans leurs propres organisations face au refus systématique des médecins et de la Croix-Rouge russe d’accorder la moindre assistance aux ouvriers blessés lors des affrontements.

Pour tout équipement, certains n’avaient que des bandages, d’autres étaient mieux pourvus. Le détachement de l’hôpital de la Marine de guerre de Cronstadt, par exemple, comptait 50 personnes, dont 30 ambulanciers paramédicaux équipés chacun d’un sac rempli de bandages, de camphre, d’iode, de garrots, de mouchoirs, avec des seringues et de la morphine. Lors des combats à Petrograd, ils furent de ceux qui soignèrent les blessés dans les rues et les rapatrièrent à l’infirmerie de fortune installée au quartier général bolchevique. Le 25 octobre, on les envoya auprès des gardes rouges qui prirent d’assaut le Palais d’Hiver. Ce fut peut-être l’un d’entre eux, anticipant l’arrivée de milliers de travailleurs dans les jours à venir et conscient de leur

responsabilité de protéger la santé des masses ouvrières, qui inscrivit sur un mur à l'entrée du palais : « *Travailleurs, dans votre propre intérêt, soyez propres !* »

À Moscou, où les combats firent plus de victimes et touchèrent de nombreux quartiers, les détachements sanitaires durent se constituer en unités volantes pour prodiguer des soins aux gardes rouges blessés, dans les rues mêmes. Ils évacuaient les morts et les blessés graves vers un hôpital de caserne proche, avec les moyens réquisitionnés sur place : tramways, voitures, civières ou paires de bras.

Le 26 octobre, le Palais d'Hiver tomba. En renversant le pouvoir des aristocrates et des bourgeois, les travailleurs avaient fait preuve d'une audace qui paraissait incroyable à beaucoup. Mais justement, leur audace allait donner confiance à une multitude d'hommes et de femmes, des pauvres, des exploités qui, n'ayant jamais eu voix au chapitre, se trouvaient désormais animés de la volonté de prendre leur sort en main.

À l'instar de ce qui se fit Petrograd et Moscou, des détachements sanitaires aux ordres des comités révolutionnaires se formèrent dans toutes les villes où les bolcheviks durent combattre. Ceux des deux capitales étaient dirigés par deux militants bolcheviques qui allaient jouer des rôles fondamentaux dans la construction du système de santé soviétique : Mikhaïl Barsoukov et Nikolaï Semachko.

Nikolaï Semachko

Semachko, né en 1874, était le neveu de Georges Plekhanov, qui avait introduit le marxisme en Russie. Élevé à la campagne, il se lia à des paysans pauvres et, au lycée, participa à des cercles progressistes. À 19 ans, il entama ses études de médecine à Moscou et se lança dans la lutte en rejoignant le Parti social-démocrate russe.

Repéré par la police pour sa propagande révolutionnaire auprès des travailleurs, qu'il cherchait à organiser, il fut arrêté. À sa sortie de prison, il poursuivit ses activités politiques ; les autorités l'exilèrent alors dans sa région natale. Ayant repris ses études à Kazan, il fut bientôt de nouveau arrêté et interdit alors de séjour à Kazan, sans que cela l'empêche de poursuivre son militantisme ni de finir ses études médicales.

À Orel et ses environs, le jeune médecin se trouva confronté à des maladies – typhus, typhoïde, tuberculose – qui frappaient en permanence les paysans. Il leur enseignait comment elles s'attrapaient et se propageaient et, sa pratique n'étant jamais très éloignée de ses activités, il leur montrait combien ces fléaux étaient liés à leurs conditions de vie misérables. Naturellement, les paysans l'identifièrent rapidement comme un « médecin rouge », la police aussi.

En 1904, il dut donc quitter Orel pour Nijni-Novgorod, un grand centre industriel. Il y participa à la révolution de 1905. Dispensant des soins aux insurgés, il organisa aussi la grève des usines métallurgiques de Sormovo, un district de la ville. Arrêté, mis aux fers par la police, il dut quitter la Russie. À Genève, il rejoignit d'autres bolcheviks exilés et se lia notamment à Lénine. Par la suite, il prit part au mouvement socialiste dans les Balkans.

Emprisonné par le gouvernement bulgare au début du conflit mondial, ce n'est qu'en

septembre 1917 qu'il put regagner la Russie, où il organisa les détachements sanitaires en vue de l'insurrection. Au lendemain d'Octobre, c'est à ce militant et médecin bolchevique qu'on confia la tâche d'impulser la construction du système de santé soviétique à l'arrière.

Mikhaïl Barsoukov

Mikhaïl Barsoukov avait 27 ans en 1917. Jeune bolchevik, il avait participé à la révolution de 1905 dans la capitale, puis entreprit des études de médecine. Il espérait exercer dans un hôpital de zemstvo[1], moins contrôlé par la bureaucratie tsariste que les hôpitaux en ville, avant que la Première Guerre mondiale l'envoie au front. Élu président d'un comité de soldats en 1917, il mit sur pied des opérations de secours et de formation sanitaire à Petrograd quelques semaines avant l'insurrection d'Octobre. Puis il y organisa les secouristes volontaires en détachements sanitaires, dont il prit la direction.
Il s'opposait fermement à la division existante entre médecine militaire et médecine civile qui, outre qu'elle favorisait l'armée au détriment de la population, empêchait la gestion rationnelle des ressources médicales. Dans les mois précédant la prise du pouvoir, Barsoukov se fit le propagandiste d'une médecine unifiée au sein des détachements sanitaires à Petrograd. Et au lendemain d'Octobre, il mena la lutte contre l'appareil tsariste de la médecine militaire et pour une réorganisation d'ensemble de la médecine selon des principes socialistes.

Les premières mesures sanitaires

Au lendemain d'Octobre, si le pouvoir des soviets avait le soutien de la grande masse des ouvriers et des paysans pauvres, il en allait autrement du personnel médical, et surtout des médecins. D'emblée, les bolcheviks, qui voulaient garantir l'accès aux soins pour tous, se heurtèrent à l'opposition sinon à l'hostilité ouverte des médecins qui dirigeaient les hôpitaux.

Dès le 7 novembre, les soviets se tournèrent donc vers les détachements sanitaires déjà constitués. Ils leur confièrent, en plus de l'approvisionnement en matériel médical et du secours aux insurgés, la direction de l'ensemble du système de santé civile. Un département de direction de la santé civile fut créé, dont Barsoukov fut élu commissaire.

Les détachements sanitaires manquaient de tout : bandages, draps, seringues, charbon, essence pour les ambulances. Quant aux hôpitaux, leur nombre très insuffisant ne permettait pas de répondre aux besoins. Mais les détachements sanitaires se mirent au travail. À Petrograd, on convertit en hôpital le premier étage du cinéma Olympia et dans de nombreuses villes, on installa des « points-santé » de fortune auprès des comités militaires révolutionnaires (CMR).

Le 16 novembre, parut le décret suivant :

> « Le gouvernement des ouvriers et paysans, soutenu par le soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, annonce à la classe ouvrière de Russie et aux pauvres des villes et des campagnes, qu'il procédera immédiatement à la préparation de décrets pour instaurer une assurance maladie en accord

avec les idées des travailleurs.

1. Assurance pour tous les travailleurs sans exception, et les pauvres des villes et des campagnes.
2. Assurance couvrant toute incapacité à travailler causée par la maladie, l'invalidité, la vieillesse, le veuvage, l'orphelinat, la maternité et le chômage.
3. Prise en charge de l'ensemble des coûts de l'assurance par les employeurs.
4. Compensation totale dans le cas d'une incapacité à travailler ou en cas de chômage.
5. Contrôle de l'assurance par les assurés eux-mêmes. »

Tant qu'il n'y avait pas plus de moyens disponibles, ce décret ne pouvait bien sûr pas garantir aux travailleurs d'être soignés. En revanche, il était une déclaration politique puissante : il annonçait aux travailleurs que leur gouvernement reprenait et soutenait leur exigence, formulée depuis la révolution de 1905, d'un accès à des soins gratuits. Le décret donnait une base légale à l'action des travailleurs qui s'emparaient comme ils le pouvaient des hôpitaux, stocks de médicaments et ambulances pour répondre aux besoins des blessés et des malades. En même temps, il incitait les travailleurs à continuer à prendre en main l'organisation des soins là où ils le pouvaient.

Le message adressé aux médecins réticents et aux bourgeois était clair : dorénavant, ils allaient devoir se plier aux besoins des masses populaires.

Avec un tel décret, comme avec ceux, parus quelques jours auparavant, qui donnaient la terre aux paysans ou proclamaient que le pouvoir des soviets cessait de participer à la tuerie mondiale, les bolcheviks annonçaient au monde entier qu'ils se tenaient exclusivement dans le camp des exploités.

La bataille de Poulkovo et les soins apportés aux blessés

Kerensky, dont l'insurrection avait renversé le gouvernement, s'était réfugié à Pskov, au sud-ouest de Petrograd. Il y regroupa des troupes sous le commandement du général Krasnov, les ennemis de la veille, républicains, démocrates, monarchistes, se coalisant pour former un embryon d'armée blanche.

Leur objectif était de prendre Petrograd pour y massacrer les ouvriers révolutionnaires et écraser le pouvoir des soviets. Les bolcheviks savaient quel châtiment la bourgeoisie avait infligé à la Commune de Paris de 1871, premier pouvoir ouvrier de l'histoire : les troupes versaillaises avaient noyé la Commune dans le sang de plus de 20 000 travailleurs et militants révolutionnaires. Un pareil sort attendait les travailleurs de Petrograd s'ils laissaient avancer les troupes de la contre-révolution, déjà positionnées à Tsarskoïe Selo, à 25 kilomètres au sud de Petrograd. Le 12 septembre, pour sauver le cœur de la révolution, usines et quartiers populaires se mobilisèrent : les volontaires

arrivaient de partout. Les gardes rouges purent ainsi étoffer leurs rangs et les détachements sanitaires se renforcèrent. Les usines Poutilov disposaient de leur propre garde rouge avec son détachement sanitaire. Quelques médecins non bolcheviques se proposèrent. Les CMR les affectèrent aux détachements sanitaires les plus nombreux. Mais l'ensemble restait globalement mal équipé. Des témoins ont raconté le départ d'une brigade « d'infirmières rouges », recrutées chez les ouvrières des usines de l'île Vassilievski (chantiers navals), avec un simple sac de pansements sur l'épaule et un brassard de la Croix-Rouge prolétarienne confectionné à la hâte. Elles devaient parfois utiliser leurs pansements jusqu'à quatre fois chacun, tant elles en manquaient. Ailleurs, une petite usine de poudre à canon envoya dix de ses membres formés aux premiers secours, que dirigeait un médecin.

Le 13 novembre à Poulkovo, au sud de la capitale, la garde rouge l'emporta sur les Blancs, non sans de lourdes pertes. Les soins aux blessés se résumaient souvent à poser un pansement sur une blessure, mais on parvint à répartir le peu de matériel et de médicaments, à coordonner l'action des détachements sanitaires et à fluidifier l'évacuation des blessés. La Croix-Rouge prolétarienne et les détachements sanitaires du CMR, les mieux organisés, disposaient de plus de matériel et organisèrent des convois d'ambulances. Leurs initiatives avaient force de loi. Les directions des hôpitaux civils ne pouvaient plus guère refuser de soigner les combattants ouvriers et, pour faire céder les médecins les plus récalcitrants, des « infirmières » de la Croix-Rouge prolétarienne accompagnaient les convois de blessés et veillaient à la qualité des soins.

La guerre de Crimée

La guerre de Crimée (1854-1856), qui opposa la France et la Grande-Bretagne à la Russie, vit chaque camp se doter de ses premiers infirmiers et infirmières. Il s'agissait de volontaires, car des professionnels, il n'en existait alors pas. Florence Nightingale, côté britannique, et, du côté russe un médecin, Nikolaï Pirogov (que l'on va retrouver plus loin) ont marqué cette avancée. Jusque-là, il n'y avait que des religieuses pour assister les blessés, mais pas pour les soigner car elles n'avaient pas de formation médicale. La création de la Croix-Rouge, dans la foulée de cette guerre, chercha elle aussi à pallier ce manque. Mais ce sont les carnages de la Première Guerre mondiale qui firent que, pour la première fois, l'action d'un corps d'infirmiers-infirmières laïques trouva à se développer à vaste échelle dans les hôpitaux militaires des belligérants. L'intervention de cette profession dans la société civile date surtout d'après la guerre : en France par exemple, on n'instaura le diplôme d'infirmière qu'en 1922.

La révolution s'étend, la contre-révolution se mobilise

De novembre 1917 à mars 1918, le territoire acquis au pouvoir soviétique

s’étendit pour couvrir environ les deux tiers du pays. Mais cela ne se fit pas sans combat entre les partisans des bolcheviks et les officiers contre-révolutionnaires, qui gardaient le contrôle de certaines unités.

Les généraux tsaristes menèrent une multitude d’opérations militaires, comme en Ukraine et dans le sud de la Russie, sous le commandement de Kornilov et d’Alekseïev. Partout, les ouvriers, les soldats et bientôt les paysans se trouvaient devant un choix : soutenir les bolcheviks ou les combattre. De nombreuses garnisons auraient voulu rester neutres. Mais les officiers du tsar incarnaient les privations, l’oppression, le mépris que les soldats avaient subis dans l’armée. Ils représentaient un ordre social dans lequel, même en temps de paix, les nobles, les propriétaires terriens et les officiers écrasaient la masse des paysans. La restauration de leur pouvoir aurait signifié le retour à des conditions de vie avec lesquelles la population avait voulu en finir depuis Février 1917. Pour la plupart des soldats, un tel retour en arrière était impensable, et la majorité des garnisons basculèrent du côté des bolcheviks. La révolution s’étendait.

Après le traité de Brest-Litovsk, imposé par l’Allemagne à la Russie soviétique, puis la défaite en novembre 1918 d’une Allemagne qui s’était faite le gendarme de la bourgeoisie mondiale dans toute une partie de l’empire russe, les impérialistes vainqueurs, anglais et français, eurent le champ libre pour envoyer des troupes, des fonds et du matériel contre la Russie soviétique.

La guerre civile commença alors vraiment avec la formation des armées blanches de Denikine au sud, de Ioudénitch au nord-ouest et de Koltchak à l’est. Durant plus de trois ans, la Russie dut vivre sous la menace constante des troupes de la contre-révolution, qui ravageaient le pays et qui, là où elles tenaient le terrain, faisaient régner la terreur, massacrant ouvriers, paysans, bolcheviks, juifs.



Répartition géographique des armées, mars 1918

Rouges
Blancs
Impérialistes
Finlande

Les débuts de la lutte sanitaire au front

Fin 1917-début 1918, l'urgence absolue était donc au front, où les bolcheviks ne pouvaient encore s'appuyer que sur les gardes rouges, sur des détachements révolutionnaires comme les tirailleurs lettons ou les marins de Cronstadt, et sur des volontaires. L'avenir de la révolution dépendait de leur capacité à faire face. Or, la médecine militaire de l'armée tsariste avait abandonné le front depuis des semaines. Chargés assurer le secours aux blessés, les CMR avaient de plus un problème sanitaire majeur à gérer sur le front : la menace des épidémies de choléra et de typhus. Le Comité exécutif des soviets, organe central du pouvoir, créa des sections médicales et sanitaires auprès des CMR responsables de la mobilisation des ressources médicales et de la prise en charge de toutes les urgences sanitaires du front.

Barsoukov, qui en prit la direction, lista ses priorités :

> « 1. Un effort déterminé pour mettre en œuvre des mesures de santé publique de grande envergure en faveur des travailleurs telles que :
> a. L'assainissement des lieux de vie (protection des sols, de l'eau et de l'air).
> b. La mise en place d'une alimentation communautaire sur les principes d'hygiène scientifique.
> c. L'organisation de la médecine pour prévenir le développement et la propagation des maladies contagieuses.
> d. La législation sanitaire.
> 2. La lutte contre les maladies sociales (tuberculose, maladies vénériennes, alcoolisme, etc.)
> 3. La garantie de services de santé et de soins médicaux qualifiés et gratuits pour tous. »

Il ne pouvait guère faire plus qu'énumérer ces tâches. Pour réaliser ce programme, Barsoukov ne pouvait compter que sur la conscience des gardes rouges dans les mesures à prendre pour combattre les épidémies.

Les sections médicales et sanitaires, formées dans le feu de la révolution, lancèrent donc un travail de propagande en direction des soldats. Leur effort principal porta sur l'organisation de conférences sanitaires, afin de diffuser au front des éléments de base de prévention contre les épidémies. Pour la première fois de leur vie, des moujiks en uniforme se voyaient présenter la véritable cause des maladies, avec à l'appui des croquis d'organismes invisibles à l'œil nu, les microbes. La croyance que ces désastres sanitaires étaient des châtiments de Dieu reculait dans les consciences chaque fois que des soldats rouges comprenaient comment s'en prémunir. Les militants mettaient en avant les gestes à appliquer : le lavage des mains avant de manger, la cuisson prolongée des aliments, l'utilisation d'eau bouillie pour éviter d'ingérer la bactérie du choléra, le nettoyage des vêtements pour en éliminer les poux, vecteurs du typhus. Ces conférences de prévention continuèrent d'année en année – de

janvier à octobre 1920, quatre des cinq millions de soldats de l'Armée rouge y participèrent – jusqu'à ce que les mesures d'hygiène préconisées deviennent, sinon une habitude, du moins connues, familières.

Et puis, surtout, les membres des sections aidèrent les gardes rouges à organiser des campagnes de nettoyage, de désinfection des sols ou de l'eau, et des lessives : des habitudes que les soldats pouvaient adopter et diffuser eux-mêmes plus tard dans à la vie civile. Les sections médicales et sanitaires prirent aussi en charge l'approvisionnement en matériel médical, le transport des blessés et des malades vers l'arrière. Pour organiser les campagnes de vaccination sur le front qui furent proposées, encore aurait-il fallu qu'il y ait des vaccins. En 1918, il y avait encore très peu de vaccins, même dans les pays développés : ils ne concernaient que la fièvre typhoïde, la rage, le charbon et la variole, dont le vaccin, le plus ancien, était le plus disponible. Pour la diphtérie et la tuberculose, il faudra attendre les années 1920 pour que des vaccins soient mis au point.

En outre, le blocus créait en effet une grande pénurie de médicaments, et ce qu'il en restait avait été disséminé entre les différents cabinets médicaux et hôpitaux du pays. C'était une autre difficulté à surmonter.

Venaient ensuite les problèmes de coordination entre les différentes sections médicales et sanitaires réparties le long du front. Chaque section dépendait d'un CMR différent, lui-même soumis à son soviet local, donc restait lié à sa ville d'origine. Quand l'action nécessitait un transport, la réquisition du matériel ou la publication de propagande, il fallait à chaque fois passer par le commissariat correspondant pour l'obtenir. Cette lourdeur administrative générait des complications, des retards, voire des refus, inadmissibles alors que le soutien médical à apporter au front ne pouvait pas attendre.

Cependant, le plus gros frein au travail de Barsoukov et de ses équipes venait de l'appareil de la médecine militaire tsariste. La décision du pouvoir des soviets de ne plus participer à la guerre mondiale, puis la signature de la paix avec l'Allemagne en mars 1918 avaient encore accéléré la débandade de l'armée : elle se trouvait en pleine décomposition et la plupart des feldschers[2] l'avaient abandonnée. Mais à l'arrière, les appareils administratifs de la médecine militaire restaient intacts. Ces organismes construits pour servir sous le tsar étaient très hiérarchisés et bureaucratisés. La direction de la médecine militaire commandait les opérations et avait autorité sur toutes les ressources médicales de l'armée : les sections médicales et sanitaires avaient vitalement besoin d'y accéder, ce que leur refusait cette institution. Les médecins militaires, ayant rang d'officiers et se trouvant organisés dans le syndicat des médecins militaires de l'armée et de la marine, ne reconnaissaient que les directives de ce dernier et pas

celles du soviet. Hormis l'Académie militaire, qui s'occupait de la formation et de la recherche pour l'armée et qui restait neutre, ces organisations sabotaient l'action des sections médicales et sanitaires au front.

Pour prendre en main les affaires sanitaires du front, Barsoukov devait briser la résistance de ce pan de l'appareil étatique tsariste.

La résistance des médecins militaires

Dès novembre 1917, Barsoukov demanda donc la création d'un commissariat du peuple à la Santé. Cela devait permettre à la fois d'unir la médecine militaire et civile, et de lui donner une direction centralisée aux mains des travailleurs et de lui assurer un fonctionnement selon des principes médicaux inspirés du socialisme.

Cependant, dans l'instabilité des premiers jours du pouvoir, Lénine refusa : les bolcheviks n'en avaient pas encore les moyens politiques. En effet, les médecins civils et militaires, dans leur grande majorité hostiles au nouveau régime, auraient refusé de reconnaître un commissariat qui en soit l'émanation. Dans ces conditions, un tel organisme aurait été au mieux une coquille vide, ignorée des médecins, au pire un motif d'affrontement dont ils se seraient saisis, apportant ainsi de l'eau au moulin de la contre-révolution.

Même si l'on fait abstraction des médecins qui avaient déjà rejoint les Blancs, la plupart n'avaient aucune sympathie pour les masses au pouvoir. L'idée que de simples ouvriers ou des paysans puissent contrôler leur activité était insupportable à ces notables qui faisaient partie des privilégiés et se voyaient comme l'élite éduquée de la Russie.

Une première tentative pour diriger la médecine militaire et l'unir à la médecine civile eut lieu le 30 novembre : on créa un collège de médecins soutenant le pouvoir des travailleurs, que le Comité exécutif des soviets nomma à la tête de la médecine militaire. La semaine suivante, nouveau pas dans le même sens : on confia à ce collège la gestion des services médicaux de commissariats qui travaillaient à la fois à l'arrière et au front comme ceux des Communications et de l'Intérieur. C'en fut trop pour les instances et organisations médicales militaires de l'ancien régime. En décembre 1917 lors de leur congrès, toutes s'opposèrent à ce collège, et adoptèrent des résolutions haineuses envers le pouvoir soviétique. Il fallait casser cette opposition ouverte, donc dissoudre ces organisations de l'ancien régime.

Mais il fallait qu'il y ait des médecins au front, et dissoudre leurs instances n'aurait pas levé leur défiance. En fait, le nouveau pouvoir se trouvait face à un problème analogue avec les autres catégories de spécialistes hautement qualifiés

qui avaient joui d'un statut privilégié sous le tsarisme et le gouvernement provisoire : officiers, universitaires, ingénieurs, techniciens, agronomes, etc. Tous possédaient des savoirs indispensables au fonctionnement de la société mais gardaient pour le moins une réticence à participer au pouvoir des travailleurs. Cette « question des spécialistes » ne pouvait se régler que par des mesures visant à les entraîner, et à les contraindre au besoin.

Une solution venue de l'Armée rouge

Fin 1917, en décrétant la paix, le gouvernement soviétique officialisa en quelque sorte la démobilisation de fait de l'armée, car les soldats, qui ne voulaient plus se battre, avaient souvent pris les devants. Plus qu'une revendication populaire, la démobilisation était aussi une étape indispensable de la destruction de l'État bourgeois.

Mais l'État ouvrier devait s'armer face à la contre-révolution qui levait des troupes. Les détachements de gardes rouges ne suffisant pas, il fallait construire une véritable armée ouvrière. Le décret du 15 janvier 1918 qui créait l'Armée rouge lui fixait pour buts *« la défense du pouvoir soviétique, la création d'une base pour la transformation de l'armée existante en une force issue du peuple en armes et, de plus, la création d'une base pour le soutien à la révolution socialiste à venir en Europe »*.

L'Armée rouge était ouverte à *« tous les éléments les plus conscients et les plus organisés des classes laborieuses »* sur recommandation d'organisations ouvrières ou soviétiques, ce qui en faisait une armée de classe. Elle fit d'abord appel aux volontaires. Les familles des paysans qui la rejoignaient recevaient, en plus d'une solde, un soutien matériel et une assistance pour les travaux des champs. Tous ces volontaires furent formés pour devenir les futurs cadres de l'Armée rouge, et organisés en détachements de seulement quelques hommes.

Malgré l'armistice signé en décembre 1917, l'armée allemande avait lancé l'offensive sur Petrograd le 18 février 1918. Trois jours plus tard, le Conseil des commissaires du peuple proclama *« la patrie socialiste en danger »* : les sirènes des usines se mirent à hurler, des levées en masse d'ouvriers et de paysans eurent lieu dans les deux capitales et leurs environs. Le 23 février, les premiers détachements de l'Armée rouge affrontèrent l'armée allemande.

Ce mot d'ordre de la patrie socialiste en danger, et la très forte mobilisation des masses, suscitèrent un changement d'attitude parmi les différentes couches de professionnels de santé. Allaient-ils laisser sans soins ceux qui affrontaient l'invasion ? L'exemple de la classe ouvrière piquait les médecins dans leur sentiment patriotique et ils se rallièrent à l'armée. Une adhésion motivée par la

défense de la patrie bien plus que par celle du socialisme. Mais, dès ce moment, l'armée profita de la participation de médecins qualifiés, ce qui donnait l'occasion de tenter d'en convaincre certains sur le terrain de la politique de classe de l'État ouvrier.

Aux côtés de la Croix-Rouge prolétarienne et d'étudiants médecins, on vit se présenter les Sœurs de la miséricorde. Cette organisation religieuse de soignantes, qui avaient peu de sympathies pour les bolcheviks athées, déclara à la direction de l'hygiène militaire : « Nous avons des cadres bien entraînées, nous proposons notre travail pour servir l'armée socialiste. » C'était de cadres dont les détachements manquaient le plus : on les y affecta aussitôt.

L'Académie de médecine militaire céda le 25 février et fournit des cadres médecins à l'Armée rouge. Le Conseil des facultés de médecine se réunit pour unifier l'action médicale et augmenter les moyens médicaux et, avec l'aide de la Croix-Rouge russe qui se rallia aussi en partie, le nombre de lits d'hôpitaux passa à 15 000 pour toute la Russie septentrionale.

Ce premier apport de médecins permit de commencer à créer des sections sanitaires dans l'Armée rouge.

La guerre civile s'intensifiant au printemps 1918, élargir et professionnaliser l'Armée rouge devenait toujours plus urgent. Pour former des soldats capables de vaincre les Blancs, Trotsky s'appuya sur la compréhension profonde qu'ils avaient de la cause pour laquelle ils se battaient et sur leur volonté de défendre la révolution. Dans l'Armée rouge, des millions de paysans apprirent à lire et à écrire, reçurent une instruction. La conscience qu'ils avaient de leurs intérêts et la confiance croissante qu'ils avaient dans la direction politique des soviets et de l'armée jouèrent un rôle énorme, grâce auquel on put entraîner et souder les régiments, créer une armée ayant les moyens humains et les ressources morales qui allaient lui permettre de gagner le soutien de couches de plus en plus larges de la population, et finalement de vaincre.

Cela nécessitait aussi de la discipline et Trotsky avait à combattre l'esprit « partisan », celui de soldats-paysans qui défendaient leurs terres avec acharnement, sans poursuivre les Blancs au-delà des frontières de leur région ; ou qui se ravitaillaient en interceptant des trains indispensables à d'autres fronts ou régions. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks flattaient ces comportements parmi les soldats rouges, tout en s'opposant à un commandement centralisé. La direction politique de l'Armée rouge réussit non sans peine à faire reculer leur influence dans les régiments, en montrant la nécessité d'un état-major unifié, avec des cadres capables de relayer ses ordres sur le terrain.

Malgré ces résistances, on intégra dans l'Armée rouge des cadres militaires venus de l'autre bord. On s'assurait de leur loyauté en les plaçant sous la

surveillance de commissaires politiques et, au final, si certains trahirent, la plupart apportèrent leur contribution à la victoire des Rouges dans la guerre civile.

En mai 1918, comme ils avaient appelé les officiers à défendre le front, les bolcheviks appelèrent à la mobilisation des médecins. Cette fois encore certains y répondirent, plus par vocation ou par patriotisme que par conviction politique. On les nomma à la tête des sections médicales et sanitaires au front. Ces médecins-officiers avaient à instaurer les meilleures conditions sanitaires possibles dans les régiments. On veillait à ce qu'ils aient à cœur, à chaque intervention, de faire comprendre et propager les gestes élémentaires d'hygiène.

Convaincre des médecins à l'arrière

Il existait des médecins moins hostiles aux classes populaires que ceux de la médecine militaire. Ainsi, ceux de la Croix-Rouge russe exerçaient déjà du temps des tsars en direction des plus pauvres. Mais leur propension à la charité plutôt qu'à l'émancipation des exploités ne les portait pas spontanément vers les bolcheviks.

Un courant de médecins, regroupés dans la société Pirogov, du nom du père de la chirurgie russe, était influencé par les idées populistes. Hostiles au tsarisme, ses membres divergeaient des bolcheviks sur la question de la centralisation des services de santé. Quarante ans plus tôt, ils avaient entamé la lutte pour se soustraire à l'étouffante bureaucratie tsariste et avaient finalement obtenu le droit d'exercer en province sous l'autorité locale des zemstvos.

Le mouvement né de leur lutte, la médecine des zemstvos[3] fit que, pour la première fois, on vit un médecin dans certains villages. Il s'installait à la campagne, souvent accompagné d'un feldscher et d'une sage-femme, apportant avec lui son matériel, mais aussi son savoir, qu'il partageait avec les paysans. Il cherchait à élargir leur horizon en leur parlant de grands savants, de la science des microbes… Ces médecins soignaient toute une région et recevaient chaque jour une foule de patients. Certains organisèrent les premières opérations de vaccination parmi les paysans. Mais ils avaient des moyens extrêmement limités, car provenant seulement des taxes prélevées auprès des paysans par le zemstvo.

Cette médecine des zemstvos attirait des praticiens aux idées progressistes. De jeunes médecins, influencés par les populistes ou par les partis socialistes, partaient rejoindre les hôpitaux de province et y travaillaient à soulager les maux de la pauvreté et du dénuement. Dans son roman *Que Faire ?* publié en 1863, Nikolaï Tchernichevski décrit deux de ces médecins engagés et populistes : Kirsanov et Lopoukhov, qui décident de construire une communauté socialiste

utopique.

En 1917, Daniïl Zabolotny était un exemple de ces médecins des zemstvos. Ukrainien d'origine modeste, il avait suivi des cours de botanique et de bactériologie à l'université. Il s'opposa au tsarisme, tout en restant assez éloigné du mouvement socialiste. Professeur de médecine, il appliquait le principe de Pirogov à la formation des médecins : *« L'affaire de l'étudiant, c'est de choisir s'il veut apprendre ; l'affaire du médecin, c'est que quiconque veut apprendre de lui doit apprendre quelque chose. »*

Son enseignement ressemblait plus à des discussions avec des étudiants qu'à des cours magistraux : rompant avec le système d'une stricte hiérarchie qui était la marque du tsarisme, il cherchait à susciter la curiosité des étudiants. Il se spécialisa en épidémiologie et fit des découvertes importantes sur la peste. Il insista aussi sur les causes sociales facilitant la transmission de la maladie : saleté, forte densité de la population, pauvreté.

Sans jamais devenir bolchevique, Zabolotny fut un des rares médecins à rallier le pouvoir soviétique dès octobre 1917 : il lui apporta avec ses connaissances, une aide inestimable.

Il existait donc des médecins guidés par des vues populaires, charitables, ou progressistes, dont les idées étaient déjà en rupture avec le régime tsariste. Les bolcheviks cherchèrent à les rallier, comptant pour cela sur l'exemple du front, mais aussi sur l'influence d'hommes comme Zabolotny. Les médecins bolcheviques se mirent au travail pour convaincre un à un des praticiens de participer avec eux à un congrès de travailleurs médicaux. Grâce à l'appel au front et à un travail de fourmis à l'arrière, ils parvinrent à regrouper assez de médecins pour organiser, en juin 1918, un congrès regroupant des professionnels de santé de tous domaines et de tout niveau de formation.

Le commissariat du peuple à la Santé

Le congrès des travailleurs de la santé de juin 1918 regroupait l'embryon de la future direction des affaires de santé soviétique. Il devait statuer sur les orientations à prendre pour organiser le futur système de santé. C'était bien là qu'il était indispensable d'associer le plus grand nombre possible de spécialistes de la santé.

La première réussite de ce congrès panrusse des sections médicales et sanitaires fut de compter quarante-cinq médecins sur soixante-quinze délégués présents.

Vingt-cinq délégués étaient bolcheviques dont les militants et médecins Semachko, qui présidait le congrès, Barsoukov, Solovev, Verger, Vengerov et

Pervoukhine. Il y avait aussi quelques mencheviks mais la plupart étaient des sans-parti. Les bolcheviks allaient donc devoir convaincre les délégués, faute de quoi ceux-ci se rallieraient à l'avis majoritaire du congrès.

Après un examen de la situation, Semachko proposa trois principes fondateurs pour le système de santé soviétique : l'unification de l'ensemble des structures de médecine, la gratuité des soins réalisés par des professionnels et la prévention. Son intervention fit l'unanimité.

Puis, il revint à Solovev et à Pervoukhine d'aborder le vrai problème épineux : qui allait diriger le système de santé ? Ils proposèrent que l'ensemble des services de santé soit désormais dirigé par un commissariat du peuple représentant le pouvoir des travailleurs. Leurs propositions provoquèrent les débats les plus âpres de tout le congrès. Les délégués mencheviques et certains sans-parti, attachés à l'indépendance obtenue avec le système des zemstvos, s'opposaient fermement à ce que les médecins dépendent d'un appareil centralisé. Certains s'opposaient aussi à ce que l'appareil en devenir soit un commissariat du peuple, et donc un appareil de contrôle des médecins par des commissaires ouvriers qu'ils dénonçaient comme n'ayant pas les compétences médicales nécessaires. Ce point suscita même des débats parmi les délégués bolcheviques, Verger et Vengerov reprochant à Solovev et Pervoukhine de saboter les débats avec des propositions aussi contestées. Finalement, un accord se fit sur la nécessité de créer un appareil de contrôle et d'organisation de toutes les affaires de santé.

Avec ces résolutions en main, les médecins bolcheviques purent à nouveau proposer au Comité exécutif des soviets d'instituer un commissariat du peuple pour leur domaine. Le 13 juillet 1918, on décida de réquisitionner tous les médicaments et le matériel médical du pays pour soutenir le front et le 18, on créa enfin le commissariat du peuple à la Santé, et Semachko fut nommé à sa tête.

En pleine guerre civile, ce commissariat ne pouvait pas se fixer pour objectif d'organiser un système de santé pérenne : il agit d'abord et surtout en tant que gestionnaire qui orientait l'action des soviets en matière de santé en temps de guerre.

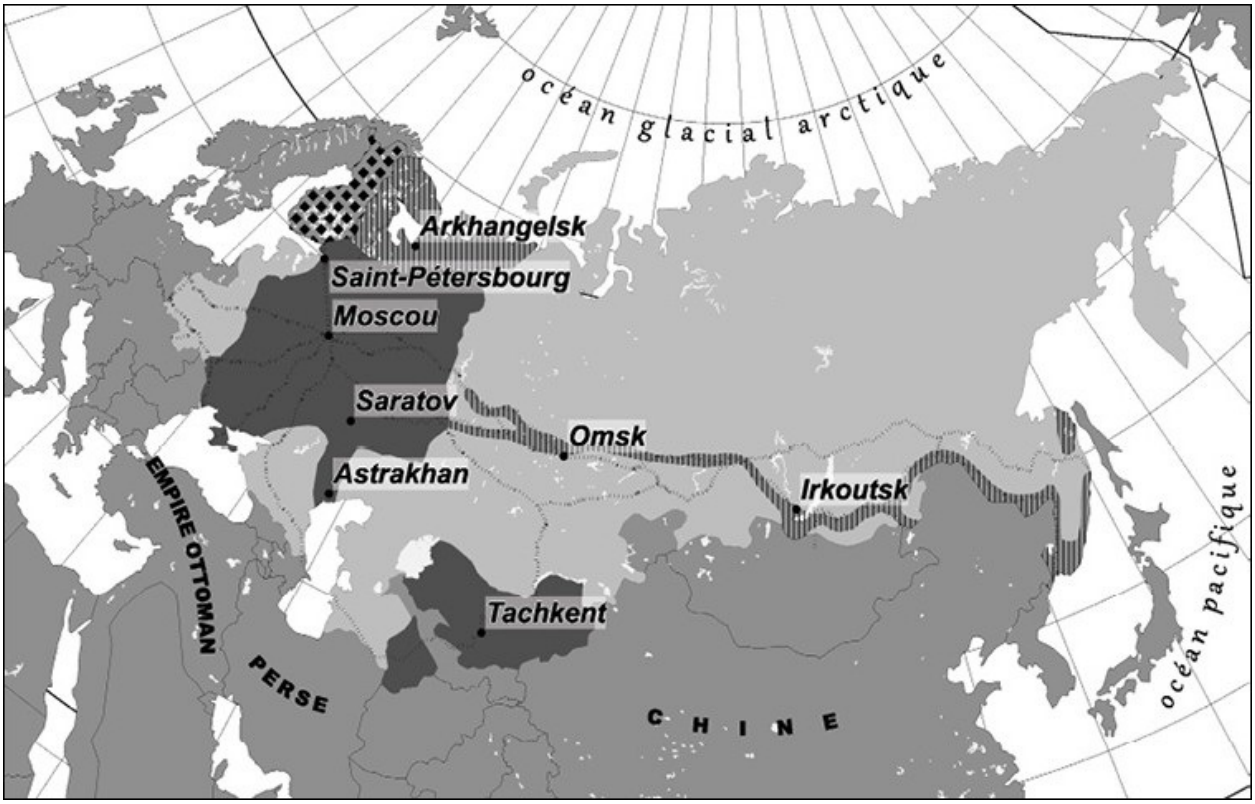
Neuf mois auparavant les soviets avaient pris le pouvoir. Grâce à la direction des bolcheviks et à leur travail obstiné pour convaincre les travailleurs et bien au-delà, le pouvoir s'était doté d'une armée et d'un appareil central des affaires de santé. Il devait maintenant orienter toutes les forces vers le front, où la situation était devenue critique : en plus des armées de la contre-révolution intérieure et extérieure, le pouvoir des soviets allait devoir affronter des épidémies dévastatrices tout au long de la guerre civile.

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE LES ÉPIDÉMIES
(JUILLET 1918 – JUIN 1921)

Après la défaite des empires centraux en novembre 1918, dont les armées avaient occupé de vastes zones de la Russie d'Europe, les vainqueurs de la guerre mondiale, la France, l'Angleterre, les États-Unis, intensifièrent leur soutien aux armées blanches sur tous les fronts. Quatorze États au total se dressèrent militairement contre la jeune révolution. La contagion révolutionnaire parmi les troupes anglaises et françaises mit rapidement fin à leurs tentatives d'intervention directe. Mais pendant toute la guerre civile, les États les plus puissants de la planète organisèrent des soulèvements, des complots, financèrent et fournirent aux troupes blanches obus, fusils, baïonnettes, tanks, avions, gaz de combat, conseillers militaires…

De mars à juillet 1918, la jeune Armée rouge, continuellement débordée, recula sur plusieurs milliers de kilomètres. Les révolutionnaires ne tenaient plus qu'un territoire allant des deux capitales au nord, jusqu'à la mer Caspienne au sud. Les armées blanches campaient aux portes de Petrograd. La perdre, c'était perdre le pouvoir, car Moscou ne pouvait tenir seule. Le soviet de Petrograd envoya au combat le quart de ses membres. Dans les campagnes, les paysans pauvres furent mobilisés et organisés par leurs propres soviets. On réorganisa le front grâce à l'intervention directe de Lénine et de Trotsky qui arrêta son train blindé sur la ligne de feu. Il fallait défendre Petrograd coûte que coûte.



Répartition géographique des armées, juillet 1918

Rouges
Blancs
Impérialistes
Finlande

Le choléra

Les personnes infectées par le *Vibrio cholerae*, ou bacille virgule, qui entraîne le choléra sont victimes de diarrhées violentes, parfois de vomissements et de fièvre. La mort survient plus ou moins rapidement par déshydratation, la faim et la fatigue étant des facteurs aggravants.
L'infection se transmet par ingestion d'eau ou de nourriture souillées par les rejets des malades dans lesquels le bacille est très présent.
Les principaux moyens de prévention sont donc l'assainissement des eaux, le contrôle strict de toute la chaîne alimentaire et sa séparation totale de la chaîne des eaux usées.
Les soins urgents aux malades sont le repos, l'ingestion de très grandes quantités d'eau à forte concentration en sels minéraux et le contrôle de la fièvre en réchauffant ou refroidissant le malade.

En juillet 1918, une épidémie de choléra éclata autour de Saratov et Astrakhan, des villes du sud situées sur la Volga. Au même moment, deux armées contre-révolutionnaires attaquaient dans le Sud : une armée cosaque venue de l'est, les troupes de Dénikine à l'ouest. Les populations fuyant l'épidémie et la guerre n'avaient pas d'autre choix que d'aller vers le nord, en emportant avec elles la maladie. Le choléra avançait droit sur Moscou et Petrograd.

Les premiers malades apparaissant le 9 juillet à Petrograd, le soviet fit de la crise sanitaire sa priorité : décimée par l'épidémie, la ville n'aurait eu aucune chance de résister à l'assaut des troupes contre-révolutionnaires, massées à quelques kilomètres de là.

Grigori Zinoviev, le président bolchevique du soviet, sonna l'alerte le 11 juillet : *« Camarades ! Sur notre terre de Petrograd, sur cette pauvre terre pourtant splendide et de plus très chère à notre cœur, s'avance un nouveau malheur : le choléra. »*

Son discours, publié dans le journal du soviet, appelait les masses ouvrières à se mobiliser :

« Autour des commissaires sanitaires, on rassemblera les meilleures forces médicales, les professeurs les plus compétents, à la pointe de leur domaine. Si nécessaire, de l'aide médicale nous viendra de Moscou et d'autres villes.
Mais, camarades, dans ce moment difficile, le plus important est de vous dire la chose suivante : ne comptez que sur vous ; seuls les travailleurs et travailleuses peuvent faire quelque chose de sérieux dans la lutte contre le choléra ; seule une mobilisation active avec la participation de dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses dans cette affaire donnera de bons résultats.
En 1910 à Petrograd, le choléra est allé proliférer dans les appartements des travailleurs, les travailleurs ont été surpris. Tous les syndicats, les comités d'usine ont fait appel à une commission anti-choléra. Le travail a été lancé. Et ce n'est seulement qu'après qu'il y a eu un résultat.
Cela était ainsi sous le tsar.

Désormais, chez nous, les travailleurs sont au pouvoir. Désormais, l'ensemble des travailleurs ont une totale indépendance. Seulement, il ne faut pas remettre l'affaire à plus tard, il faut la prendre en main immédiatement et travailler en retroussant nos manches. La commission centrale des travailleurs du soviet a donné les plus larges crédits. S'il le faut, elle mettra en œuvre l'ensemble des mesures les plus décisives : réinstallation, si elle le juge nécessaire, des travailleurs dans les appartements des riches ; changement révolutionnaire dans le domaine de la distribution des produits ; réquisition et distribution d'eau minérale aux travailleurs ; distribution de tout ce qu'on possède à la classe ouvrière.

Mais le plus important est que vous-mêmes, travailleurs et travailleuses, soldats et matelots de l'Armée rouge, preniez l'affaire en main. Comptez sur les professeurs et les médecins, mais ne restez pas passifs.

Dans chaque fabrique, dans chaque caserne, il faut former sur-le-champ une commission de lutte contre le choléra. Qu'elle prenne en charge la protection de la santé de son usine et des usines ou des casernes les plus proches.

Le plan de travail sera commun. Mais l'initiative de la base a une importance primordiale.

N'attendez pas une minute. Que tout le monde se mette à la tâche immédiatement. »

Ces phrases de Zinoviev reflètent ce qu'a été l'attitude constante du pouvoir bolchevique face à tous les problèmes – sanitaires, militaires, etc. – qui assaillaient la population : lui dire la vérité, s'en remettre aux masses populaires et laborieuses, en appeler à leur enthousiasme, à leurs initiatives, et les soutenir.

L'appel de Zinoviev fut entendu et repris. Une dizaine de milliers d'hommes et de femmes s'organisèrent en commissions sanitaires, et menèrent un combat acharné pour limiter la propagation de l'épidémie. Ils cherchaient sans relâche à convaincre de l'urgence des mesures coordonnées par le soviet, distribuant des brochures sur le choléra, faisant de la propagande par affiches, appelant à se faire vacciner. Surtout, ils se battaient pour mettre en place les meilleures conditions sanitaires possibles.

Le 12 juillet, le soviet de Petrograd alloua 10 000 roubles au commissariat à la Santé pour lutter contre le choléra. Les travailleurs des commissions sillonnaient la ville, frappaient aux portes de toutes les usines, de toutes les casernes, et organisaient la lutte sur le terrain. Ils disposèrent des points d'eau dotés de savon, affichèrent des panneaux encourageant à se laver les mains ; placèrent des réservoirs d'eau bouillie dans les rues. Ils faisaient désinfecter les sanitaires, nettoyer de façon systématique les endroits risquant de devenir des foyers de propagation de la maladie, inspecter les logements. Enfin, ils veillaient à la façon dont on soignait les malades, souvent alités dans des logements ouvriers, et les faisaient envoyer à l'hôpital dès que cela était possible. Et bien sûr, ils s'efforçaient d'organiser l'évacuation systématique des morts.

Le 13 juillet, les commissions sanitaires organisèrent la chlorification régulière du fleuve qui traverse la ville, la Neva. Elles demandèrent qu'on nomme un responsable de l'organisation des conditions de travail et d'hygiène dans chaque usine et chaque fabrique. Il fallut aussi mobiliser du monde pour creuser les tombes. Il y avait un manque terrible d'ambulances, faute de

chevaux. Le moyen le plus rapide pour transporter les malades étant le fleuve, on fit naviguer un vapeur le long de la Neva, avec un drapeau rouge identifiable.

Les jours suivants, de nouvelles organisations s'engagèrent. Le syndicat des boulangers s'assura que la préparation des produits alimentaires se faisait exclusivement avec de l'eau bouillie. Les travailleurs du ménage, organisés en syndicat, s'occupèrent d'inspecter et de nettoyer des logements. Là où la situation était trop mauvaise, les commissions relogeaient les gens dans des demeures bourgeoises réquisitionnées. Les pharmacies s'organisèrent pour modifier et accélérer la fabrication de médicaments destinés à l'approvisionnement des hôpitaux, et tinrent des permanences par roulement. La Croix-Rouge prolétarienne mobilisa des travailleurs sans emploi, les forma et les intégra au travail sanitaire.

Le professeur Zabolotny, déjà cité, mena une campagne de vaccination anticholérique fondée sur l'inoculation de bacilles dont la virulence avait été atténuée en laboratoire selon une technique parvenue en Russie vingt ans plus tôt, mais peu répandue jusque-là. La campagne débuta lentement, puis intégra de plus en plus de centres dans les quartiers. La population se méfiait des vaccins, alors Zabolotny multiplia les interviews et les conférences de vulgarisation. On produisait les doses de vaccins avec très peu de moyens. Manquait-on de gélose pour cultiver les bactéries nécessaires au vaccin ? Il fit réquisitionner des confiseries et cultiva le bacille sur des bonbons fondus. On mit en place des normes pour contrôler les pratiques d'hygiène dans les cantines. Pour faciliter l'accès de la population à l'eau bouillie, les commissions négocièrent aussi avec les organisations de petits commerçants afin qu'ils servent gratuitement de l'eau chaude.

Le pouvoir soviétique dut faire face à des difficultés politiques. Notamment au refus des propriétaires d'entrepôts de dire quelles quantités ils stockaient quand les commissions sanitaires recensaient les produits désinfectants et les médicaments. À cela s'ajoutait une campagne visant à décrédibiliser le pouvoir soviétique, que la presse bourgeoise présentait comme responsable de l'épidémie.

Finalement, le choléra recula. Et face aux armées blanches, Petrograd tint bon, certes avec d'énormes difficultés, mais grâce notamment au travail d'organisation des commissions sanitaires fortes de plusieurs milliers de travailleurs. Leur mobilisation et leurs initiatives représentaient une force sociale incroyable, qui ne pouvait livrer tout son potentiel qu'en trouvant un cadre : celui du nouvel État prolétarien.



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le choléra est une maladie contagieuse, il touche surtout les gens vivant dans des endroits surpeuplés, mal entretenus et pauvres.
Le célèbre chercheur Robert Koch a découvert que les infections dues au choléra sont dues à des microbes particuliers.
Les microbes sont des êtres vivants microscopiques, qu'il est possible de voir à l'aide d'un microscope. On les appelle des vibrions cholériques.
Les infections légères du choléra provoquent parfois des vomissements ; les infections sévères provoquent des diarrhées, des vomissements, un fort amaigrissement et un refroidissement de tout le corps, la cyanose, l'impossibilité d'uriner et des convulsions.
En 2 à 3 jours, et parfois en quelques heures, elles peuvent entraîner la mort.
Les personnes guéries du choléra portent encore en elles le parasite pendant plusieurs jours et peuvent le transmettre à d'autres.
Les mouches transmettent souvent les vibrions du choléra qui proviennent des excréments des malades à la nourriture et aux objets domestiques.
Les vibrions du choléra sont particulièrement dangereux dans les sources d'approvisionnement en eau potable : cela provoque des contagions massives au choléra parmi la population utilisant ces sources.
Les vibrions du choléra provoquent une infection chez l'humain seulement lorsque les microbes passent de la bouche aux intestins quand on mange, quand on boit ou quand on se sert sans s'être lavé les mains.
Les produits (lait, légumes, fruits) achetés sur les marchés ou chez des escrocs peuvent être contaminés par le choléra.
Les vibrions du choléra dans les excréments peuvent arriver sur le sol, sur les vêtements, sur les ustensiles ménagers et objets de la vie courante, dans la nourriture et l'eau pour boire. Par ces biais, le parasite peut se transmettre à d'autres humains.
L'eau laissée à l'air libre ne peut être protégée de façon certaine contre l'infection.
L'eau ne doit donc être consommée qu'après un nettoyage préliminaire ou en la faisant bouillir.
Dans le cas d'une infection au choléra, dépêchez-vous d'aller à l'hôpital, il n'y a que là-bas que vous recevrez toute l'aide indispensable.
L'endroit où sera placé le malade du choléra réduit le risque de transmission de la maladie aux proches du malade et à ceux qui l'entourent.

Commissariat du peuple à la Santé - Département de la propagande sanitaire



Le choléra fait son nid et prolifère dans la saleté et l'insalubrité

Ne buvez pas d'eau non bouillie et n'utilisez pas de vaisselle sale.
Ne mangez pas ce qui, produit et conservé salement, provient du marché.
Ne souillez pas les sources d'approvisionnement en eau, l'eau polluée transmet le parasite.

Liquidez les mouches, elles transmettent le parasite du choléra à la nourriture, aux boissons, et de celui infecté à celui qui est en bonne santé.

Publié par l'Agence Tsentropetchat près du comité exécutif central des soviets et par la direction de l'hygiène militaire de la région d'Orel

La grippe espagnole

La grippe espagnole était issue d'une mutation du virus de la grippe, qui la rendit 10 à 30 fois plus mortelle. Son taux de mortalité au niveau mondial se situa entre 2,5 et 3 %. Soit au moins 50 millions de morts sur les 1,8 milliard d'humains à l'époque.
Très contagieuse, cette grippe s'attaquait rapidement aux poumons, déclenchant alors une réaction hémorragique souvent fatale en à peine quelques heures. Partout dans le monde, la prise en charge des patients, surtout limitée à des mesures d'hygiène et d'hydratation, laissa largement la place à des mesures destinées à limiter la contagion, par le confinement des populations, l'isolement des malades et l'organisation de l'évacuation des morts.
C'est lors de l'épidémie de grippe espagnole que le port du masque pour limiter la contagion fit son apparition.

La grippe espagnole a envahi le monde à partir de l'été 1918 et, pour l'essentiel, la vague principale avait disparu dès le début 1919. En Russie, dans cette courte période marquée par des affrontements sanglants sur tous les fronts, par la famine et le typhus dans tout le pays, ce fléau supplémentaire a eu des conséquences terribles en l'absence des structures hospitalières modernes qui, dans les pays développés, limitaient au moins un peu le pourcentage des décès. On peut considérer, si l'on applique à la Russie le taux moyen de mortalité qui ressort aujourd'hui pour le reste du monde, que la grippe espagnole dut y faire plus de trois millions de morts. Semachko, dans un rapport rédigé mi-1919, suggérait un chiffre bien inférieur et mettait cela au crédit des mesures sanitaires mises en place. Quant aux analyses épidémiologiques avancées, on peut imaginer qu'elles n'étaient pas très solides à l'époque, même dans la zone réduite que contrôlait l'Armée rouge.

La variole

La variole est une maladie virale, dont le nom vient du mot latin qui signifie pustule. En effet, les malades souffrent de fièvre, maux de tête, courbatures, vomissements, puis d'une éruption cutanée qui couvre le corps de pustules d'une taille variant entre 2 et 5 millimètres.
À partir du 17^{e} siècle, plusieurs pays européens inaugurèrent l'enregistrement statistique des cas de variole et des décès qu'elle provoquait. Au 18^{e} siècle, la maladie frappait environ 95 % de la population française, et un décès sur dix lui était attribué. Les enfants en étaient les premières victimes : un sur sept en meurt alors en Russie, un sur dix en Suède…

Le pays eut aussi à faire face à la variole et, en 1919, le Comité exécutif des soviets décréta la vaccination obligatoire contre cette maladie. Pour lancer la production de vaccins, on nationalisa des étables, car on fabriquait le vaccin à

partir de lésions cutanées de bovins auxquels on avait inoculé la vaccine (maladie des bovins, transmissible à l'homme, qui l'immunise contre la variole). Les moyens matériels ne permettaient pas de traiter toute la population en pleine guerre civile, mais l'on vaccina massivement dans l'armée et, en 1932, on relevait moins de cas de variole en URSS que dans plusieurs pays d'Europe occidentale.

Le typhus

Le typhus exanthématique est une maladie provoquée par une autre bactérie, nommée *Rickettsia prowazekii*. Les personnes infectées sont victimes de fièvre intense, délirante, d'éruptions cutanées et de maux de tête pouvant entraîner la mort. Sans traitement et dans des conditions de malnutrition, le typhus peut tuer jusqu'à 60 % des personnes atteintes.
Le typhus se transmet par la morsure du pou de corps, qui infeste les vêtements et le linge des personnes vivant dans des conditions d'hygiène insuffisantes. Les zones à forte densité de population sont particulièrement concernées. Pour prévenir la maladie, il faut observer une bonne hygiène corporelle, changer régulièrement ses vêtements et éliminer systématiquement les poux par voie d'insecticide ou autre.
Il n'y a de traitement curatif efficace que par les antibiotiques. En 1947, on a mis au point celui qu'on utilise contre le typhus. Avant, on ne pouvait qu'user de mesures préventives.
Les épidémies de typhus, très fréquentes dans la plupart des pays pauvres, étaient souvent déclenchées par les guerres et les famines.

Parmi ces maladies, le typhus représentait le plus grand péril. Les bolcheviks savaient qu'il se déclarait très fréquemment dans les périodes de disette. Or la menace de famine était omniprésente depuis le début de la guerre mondiale. L'été 1918 était une période de soudure entre deux récoltes et des revers militaires avaient coupé les bolcheviks des régions céréalières. Même lorsqu'ils en reconquéraient certaines, les destructions de ponts et de voies ferrées étaient telles que le blé n'arrivait plus et manquait cruellement.

Une épidémie de typhus s'était déjà déclarée au printemps dans le sud-ouest, près de Briansk. Le 30 mai 1918, le commissaire du peuple au Ravitaillement, Tsiouroupa, avait reçu le télégramme suivant : *« Dans les usines de Maltsevo et de Briansk, la mortalité est énorme, surtout chez les enfants ; le typhus dû à la famine ravage le district. »*

Aussitôt, la lutte des travailleurs de ces deux districts fut organisée conjointement par les commissariats à la Santé et au Ravitaillement. Durant les années de guerre civile, le ravitaillement et la lutte contre le typhus représentaient deux des luttes les plus importantes dans lesquelles Lénine dû intervenir. Au début de l'été, il recommanda d'associer des représentants du district de Maltsevo, qui comptait 100 000 ouvriers, au conseil restreint du

Ravitaillement pour que celui-ci, bénéficiant des informations et des avis des ouvriers locaux, mette tous les moyens de son côté et adopte la politique la plus efficace possible pour sauver la population du péril.

Malgré ces efforts, la faim et le typhus continuaient de sévir dans la région. On mobilisa alors tous les dirigeants du parti. Le 29 mai, on envoya Chliapnikov, commissaire du peuple au Travail, dans le Kouban, une riche région agricole, pour en « extirper le blé ». Dans un courrier annonçant son arrivée, Lénine écrivit : *« Le Comité central a décidé de transférer le maximum de membres du parti au ravitaillement. Car il est clair que nous serons perdus et que nous compromettrons toute la révolution si nous ne parvenons pas à vaincre la famine dans les mois qui viennent. »*

À l'automne, on battit le rappel des commissions sanitaires à l'arrière et des sections sanitaires dans l'armée pour préparer la lutte contre le typhus, avant l'arrivée de l'hiver.

Pour éradiquer les poux, elles organisèrent des campagnes de nettoyage dans des régiments entiers, elles instituèrent le système d'un bain chaque semaine pour tous les soldats et elles diffusèrent des affiches ainsi que des tracts spéciaux pour organiser partout la chasse aux poux de corps.

Dans les villes, les commissions sanitaires veillèrent à la propreté des logements et des habits. Malgré le manque de moyens matériels, bien des mesures élémentaires purent être mises en place. Le commissariat à la Santé veilla à ce qu'on prenne de façon systématique toutes les mesures possibles, et ces petites choses, réalisées par des millions d'individus, entravaient la propagation du typhus.

Pour hâter le ravitaillement, le pouvoir fit appel aux soviets, aux comités d'usines et à l'Armée rouge. On forma des détachements chargés de recenser les stocks et de contrôler le transport du blé. On centralisa le commandement des opérations : un commissaire politique muni des pleins pouvoirs chapeautait les transports et le ravitaillement. Cette direction ferme et centralisée permit de coordonner au mieux les initiatives des populations affamées, réduites jusque-là à s'emparer, de façon anarchique et avec l'énergie du désespoir, de tout ce qui permettait de se nourrir.

Ces détachements, constitués d'ouvriers choisis par les travailleurs, avaient pour rôle de lutter contre les paysans riches qui accaparaient le blé. Mais aussi d'entraîner les paysans pauvres, en leur faisant comprendre que l'État soviétique était de leur côté, et que ceux qui stockaient le blé étaient des affameurs qui favorisaient ainsi l'épidémie.

Malgré toutes ces mesures, le typhus frappa encore plus fort durant l'hiver. Ekaterina Olitskaïa, une étudiante socialiste-révolutionnaire qui avait attrapé le

typhus, raconte dans ses mémoires que *« l'épidémie éclata comme une véritable tempête et [que] personne n'avait eu le temps de s'y préparer. Les hôpitaux débordaient. […] Les gens mouraient sans arrêt. […] On n'en finissait pas d'apporter encore et encore de nouveaux malades. Le personnel médical lui-même était touché. On amena dans notre salle trois aides-soignantes et deux médecins. »*

Le manque de lits, de matériel sanitaire et d'hygiène rendait très difficile la lutte contre l'épidémie.

En janvier 1919, Lénine donna alors trois objectifs primordiaux au pouvoir des soviets : *« Le pou, le blé, le bois »*.

Le pouvoir ouvrier se faisait décimer par la famine et le typhus. Pour résister, la lutte pour le ravitaillement et contre la maladie devait devenir une priorité absolue, et ce dans le plus grand nombre de régions possible.



L’Armée rouge a écrasé les parasites qu’étaient les gardes blancs Youdenitch, Dénikine,

Koltchak.
Un nouveau malheur s’est avancé sur elle, le pou du typhus.
Camarades ! Combattez l’infection ! Écrasez le pou !

Assainir les chemins de fer, vecteurs des épidémies

Entre 1919 et 1922, la guerre civile, la famine, les épidémies forcèrent des millions de gens à tout quitter, avec quelques affaires dans un baluchon, leurs enfants épuisés dans les bras.

Un docteur américain qui parcourait le pays rapporta : *« Un dixième de la Russie était devenu nomade. […] J'ai vu des salles d'attente de gare si encombrées [de réfugiés] qu'il était impossible de s'y frayer un chemin. Ils y vivaient, dormaient, y avaient des enfants, et souvent y mouraient de typhus ou de faim. Leur mortalité était très élevée. Lors d'un voyage en train de Saratov vers l'Oural (725 kilomètres) […], quarante passagers sur quatre-vingt-dix moururent en route. »*

Avec ces déplacements massifs de population, ces flots de réfugiés privés de tout s'entassant dans les gares, voyageant dans des wagons bondés, les maladies infectieuses se répandaient à grande vitesse.

Pour contrôler la propagation du typhus à Moscou en 1919, les commissions sanitaires organisèrent des points d'assainissement dans toutes les gares, avec blanchisseries, douches, cabines de désinfection, consultation médicale. En novembre 1919, de 40 000 à 50 000 passagers y passèrent chaque jour. On y désinfectait leurs habits et on isolait les personnes atteintes. Elles devaient se raser le corps, se laver au kérosène pour éliminer les poux et, après chaque passage, on traitait la pièce à la vapeur, au kérosène, à l'acide ou autres désinfectants, selon ce dont on disposait.

Ayant vu comment fonctionnaient ces haltes dans les gares, Lénine conseilla de former une commission spéciale pour étendre à tout Moscou la lutte contre les poux et le typhus. On alloua deux milliards de roubles aux commissions sanitaires pour nettoyer la ville et inspecter les logements. Des ouvrières et des pauvres organisèrent des blanchisseries collectives et des semaines de bains pour que la population de quartiers entiers puisse se laver.

Un rapport de l'époque rend compte des difficultés à systématiser ces actions. Dans sa réponse Lénine en appelait aux femmes et aux jeunes avec ces mots : *« Entraînez plus de travailleuses ! […] L'énergique jeunesse se dispersera dans les cours, dans les maisons, attendez de voir quelle propreté elle mettra en place. »*

Il misait sur l'esprit d'initiative et l'énergie de ces catégories sociales le plus souvent laissé à l'écart auparavant.

On a là une illustration de l'état d'esprit des révolutionnaires. Ils en appelaient à toutes les forces des travailleurs, des petits, des humbles pour que le pays ne

sombre pas ! Ils en appelaient aussi aux couches les plus larges des masses pauvres, car c'était seulement en devenant partie prenante de l'exercice du pouvoir et de l'organisation de la société qu'elles deviendraient plus conscientes et qu'en retour le pouvoir deviendrait de plus en plus le leur, inspiré et mis en place par elles-mêmes.

Contre le typhus, Lénine s'adressa directement aux militants bolcheviques et à l'ensemble de la population afin de les mobiliser. Pour obtenir le soutien des masses et leur participation active à la résolution des problèmes, il comptait avant tout sur la compréhension qu'elles pouvaient avoir de la situation réelle :

> « Le premier semestre de 1919 sera plus pénible que les six derniers mois écoulés. La famine ne fait que s'aggraver. Le typhus exanthématique devient un danger des plus menaçants. Des efforts héroïques sont nécessaires, et ce que nous faisons est loin, très loin d'être suffisant. […] Des millions de pouds de blé se trouvent déjà emmagasinés dans la région orientale. […] La difficulté vient du mauvais état des transports et de l'extrême pénurie de main-d'œuvre dans le ravitaillement. Il faut tendre toutes nos forces, stimuler encore et sans cesse l'énergie des masses ouvrières. »

Le ravitaillement : tout pour le blé et le bois

Dans leurs proclamations, les dirigeants bolcheviques montraient la voie à suivre, sans masquer la réalité. Comme le combustible manquait, on détruisait de nombreuses maisons et palissades pour se procurer du bois de chauffage. La plupart des médecins eux-mêmes passaient une grande partie de leur temps non pas à soigner, mais à chercher de quoi manger et se chauffer.

Et, du fait de la guerre, on n'avait pas pu renouveler les vêtements, chaussures et draps depuis 1914. Le savon manquait. Le gel faisait exploser les canalisations des immeubles sans que personne ne vienne les réparer. Les immondices s'entassaient dans les logements, attirant la vermine et attisant les épidémies.

On manquait de tout, sans pouvoir vraiment répondre aux pénuries. Il n'y avait qu'en s'adressant clairement aux travailleurs, en montrant le chemin déjà parcouru, et en convainquant de la voie à suivre, que le pouvoir bolchevique, pouvait renforcer la confiance que les masses avaient en elles-mêmes et dans la politique de leur État. Il était d'ailleurs indispensable de conserver ce soutien qui risquait de se déliter sous le poids des difficultés.

Pour rétablir ne serait-ce qu'un minimum de ravitaillement des villes et faire reculer la famine, Lénine demanda, dans un discours, un nouvel effort aux ouvriers et paysans soviétiques :

> « Il faut rompre résolument avec la routine de la vie habituelle et du travail habituel. Il faut se secouer. […] Certes les masses affamées sont fatiguées, parfois cette fatigue atteint un degré surhumain, mais il y a une issue […]. Il faut que chaque organisation du parti, que chaque syndicat, que chaque groupe d'ouvriers syndiqués ou même inorganisés, mais ayant le désir de ‘‘combattre’’ la famine, que chaque

groupe de responsables des soviets et de citoyens en général se pose la question suivante : que pouvons-nous faire pour étendre et renforcer la croisade de tout le pays contre la famine ? […] On peut sauver des millions et des dizaines de millions d'hommes de la famine et du typhus. […] Nous avons fondé sur une base solide l'Armée rouge qui s'est aujourd'hui frayé un chemin à travers des difficultés inouïes, […] par la propagande politique au front, par l'organisation des communistes dans notre armée, par l'organisation et la lutte pleine d'abnégation des meilleurs hommes de la masse ouvrière. […] ce que nous avons fait et ce que nous faisons encore pour l'Armée rouge, nous le ferons encore une fois et avec une nouvelle énergie […] dans cette armée pacifique des travailleurs du ravitaillement et des transports. […] Tous au travail pour le ravitaillement et les transports ! »

Le dénuement et la désorganisation suscitaient inévitablement des frictions entre les différents commissariats. En voici un exemple : en 1920, le front Sud venait d'être libéré par l'Armée rouge, tandis que les troupes de Dénikine en déroute laissaient derrière elles des wagons entiers de morts du typhus, contaminant sur leur passage les populations des régions qu'elles dévastaient. Une aide sanitaire devait leur parvenir le plus vite possible, mais n'arrivait pas. Semachko télégraphia :

« Wagon très urgent n° 17009, à la tête d'une mission sanitaire très urgente, le camarade Weisbrod, qui transporte vers le front Sud et l'Ukraine des ressources matérielles pour la lutte contre le typhus, avance très lentement. En trois jours, il a réussi à faire 115 verstes. Il n'est pas clair par ordre de qui ce wagon urgent et à part a été intégré à un train de marchandises mixte, qui reste plus longtemps dans les gares pour le rattachement des wagons. Dans ces conditions, l'aide au front Sud et aux zones du Sud libérées de la déroute des Blancs arrivera en retard. Je demande : 1) un ordre immédiat pour faire avancer le wagon ; 2) de le placer sous surveillance spéciale ; 3) d'enquêter sur les raisons pour lesquelles on l'a retenu et de traduire devant le Tribunal révolutionnaire les coupables de ce retard. »

Un cruel dilemme : il y avait urgence à faire progresser le wagon sanitaire, tout comme à profiter du voyage pour acheminer du blé, autant qu'à l'associer à un autre train pour économiser du carburant. Lénine trancha : le wagon devait repartir tout de suite en dépit des autres impératifs. Dans bien des situations, seule l'intervention déterminée de dirigeants bolcheviques, y compris au plus haut niveau, permettait de trouver une issue aux situations critiques, en évitant que, comme dans ce cas, des désaccords entre communistes cherchant chacun à faire valoir des impératifs parfois contradictoires n'aggravent le chaos.

Fin 1919, la violence et l'étendue de l'épidémie de typhus étaient telles qu'elle mettait en péril l'État ouvrier et menaçait la société d'un effondrement complet. Tant que les pénuries de pain, de combustibles, de savon et de logements salubres duraient, on pouvait espérer endiguer l'épidémie, pas la vaincre. Alors il fallait continuer à nettoyer, à soigner, et tenir à tout prix. Le problème était simple, et en même temps dramatique, tel que Lénine le résuma au 7e congrès des soviets en décembre 1919 : soit les poux auraient raison du socialisme, soit le socialisme vaincrait les poux.

La fin de la guerre civile et le recul des épidémies

Une nouvelle épidémie de choléra avait éclaté à Moscou au début de l'été 1921. Après trois ans de guerre civile, l'épuisement des masses était un frein de plus en plus important à leur mobilisation et à leur intervention dans la lutte sanitaire, comme dans tous les domaines en général. On avait vaincu les Blancs, mais la population était à genoux. Presque tout l'élan révolutionnaire qui avait porté les travailleurs au-delà des limites de l'imaginable avait été épuisé par ces terribles années de guerre, de disette, d'épidémies, d'effondrement de l'économie et de la vie sociale.

Devant la menace du choléra, les dirigeants bolcheviques se tournèrent vers les travailleurs pour un dernier effort. Mais il s'avéra trop lourd, et les organisations de Moscou ne se mobilisèrent que très peu. Même les travailleurs des différents commissariats se montraient réticents. Le Comité exécutif des soviets alloua encore un milliard de roubles, ordonnant cette fois-ci d'attribuer des rations supplémentaires aux travailleurs du nettoyage, de l'entretien des égouts, de l'épuration des eaux usées. Finalement, les 8 000 travailleurs concernés restèrent pour en finir avec l'épidémie, tandis qu'on organisait des réquisitions pour ravitailler les hôpitaux en draps et fournir plus de moyens aux ambulances. Aucune de ces réquisitions ne se passa sans confrontation, mais toutes furent menées à bien et finalement l'épidémie de choléra s'éteignit.

Quant au typhus, malgré la difficulté de tenir des statistiques dans une telle période, on rapporte qu'il y aurait eu entre 20 et 30 millions de cas et trois millions de morts en 1920. On ne redescendit pas en dessous du million de cas avant 1923.

La politique centralisée du commissariat à la Santé n'aurait pas pu se concrétiser et porter ses fruits sans l'énergie et le dévouement de millions de femmes et d'hommes de tous âges.

Semachko nota qu'en 1920, 60 % du budget de son commissariat allait à la prévention. Le travail systématique d'organisation, d'explication et de nettoyage faisait ses preuves, mais l'on manquait toujours de médecins.

En juillet 1921, le commissariat à la Santé communiqua sur l'état de l'épidémie dans l'armée :

> « La dernière vague de l'automne et de l'hiver de l'épidémie de parasites du typhus a atteint son pic maximal en décembre de l'an dernier, ce qui donnait pour ce mois 25,7 malades pour 1 000 personnes dans les rangs de l'Armée rouge. Par la suite, on note une retombée progressive de la vague à 22,2 en janvier, 19 en février et 14,2 en mars jusqu'à 7,3 en avril, 3,5 en mai et 1,7 en juin. »

Le pouvoir bolchevique avait remporté la guerre civile, tout en endiguant

l’épidémie de typhus. Cette double victoire obtenue de haute lutte était aussi celle de toute la population laborieuse.

Les bases d’un nouveau système de santé reposant sur l’action des travailleurs eux-mêmes, la centralisation, la gratuité et la prévention étaient posées. Cet été-là, tout restait à construire. Et il s’agissait d’entrer dans une nouvelle étape, de passer, selon l’expression de Lénine, *« de la lutte contre les épidémies, à la lutte pour des conditions de vie et de travail saines. »*

CHAPITRE III

ARRACHER LA SOCIÉTÉ AUX CONDITIONS SOCIALES ET SANITAIRES MOYENÂGEUSES (PRINTEMPS 1920 – HIVER 1923)

L’arriération économique, sociale et culturelle accablait toute la Russie du temps des tsars. Les logements ouvriers étaient bien souvent insalubres, humides et froids, les isbas aux murs faits de rondins de bois et au sol en terre battue n’étant pas ce qu’il y avait de pire. La pauvreté matérielle allait de pair avec l’arriération des esprits : les superstitions, la religion pesaient sur eux de tout leur poids, comme pesaient aussi les divers clergés, omniprésents. Même l’intelligentsia russe, relativement peu nombreuse, restait généralement moins cultivée que ses homologues des pays européens, économiquement plus développés.

À la différence de la Russie, l’Europe occidentale avait pu s’arracher à bien des survivances de la société féodale. Mais elle n’avait pu y parvenir que grâce à un phénomène que la Russie n’avait pas connu : l’émergence, puis le développement de la bourgeoisie, et surtout du capitalisme industriel au 19^{e} siècle.

À l’époque, la violence de l’exploitation dans les fabriques et les conditions de vie dans les premières villes ouvrières avaient failli exterminer le prolétariat ouest-européen. Dans l’intérêt des possédants – préserver l’existence d’une classe exploitable – et sous la pression des luttes des travailleurs, les États des pays développés (Grande-Bretagne, France, Allemagne, etc.) avaient fini par mettre sur pied des structures de santé plus ou moins accessibles au public, une timide réglementation du logement, des lois censées protéger au travail. Ces progrès restaient limités, fragiles, sans cesse remis en question, ne serait-ce que parce que, pour l’État de la bourgeoisie, il ne pouvait être question de s’en prendre à la propriété privée.

Dans ces pays, plus riches que la Russie, plus démocratiques, la bourgeoisie n'avait jamais réellement libéré la société de conditions d'existence arriérées, produits inévitables de l'exploitation de la classe des producteurs par celle des possédants. Mais la société y avait profité d'un certain progrès dû au développement économique.

Or, même cela, la Russie ne le connaissait pas. Les formes sociales, et d'abord le cadre d'existence du plus grand nombre, les paysans, y restaient encore marquées par le servage, que l'on n'avait aboli qu'en 1861. Dans les usines, l'exploitation était brutale, sans fard. Dans les villes, il n'y avait pas de campagnes de soins, de vaccination ou d'assainissement, ni de maternités. C'est de cette société que le pouvoir des soviets héritait, une société affaiblie de surcroît par des années de guerre civile et d'épidémies. Lorsque celles-ci semblèrent en passe d'être maîtrisées, les révolutionnaires œuvrant à la santé se tournèrent vers une autre tâche : mettre en place une législation et des structures, même élémentaires, pour limiter le nombre de blessés et de morts du fait des conditions de vie et de santé arriérées, de l'absence d'éducation élémentaire dans lesquelles on avait tenu la plus grande partie de la population.

Au-delà de la tâche de construction du système de soins sur de nouvelles bases, il fallait donc aussi que la classe ouvrière s'extirpe de l'arriération dans laquelle elle avait été maintenue, pour devenir réellement la classe dirigeante de la société russe : consciente et cultivée, capable de se doter de toutes les organisations politiques et culturelles nécessaires, et de construire un nouveau système social orienté vers la satisfaction des intérêts du plus grand nombre.

C'était donc une œuvre de civilisation immense que se fixait le pouvoir des soviets, et qu'il entreprit. Le commissariat du peuple à la Santé y prit une part très importante en luttant contre les maladies sociales, et en développant les connaissances en matière d'hygiène de toute la population, tout comme le commissariat à l'Éducation le fit pendant ces mêmes années, et d'abord en luttant à grande échelle contre l'analphabétisme.

La lutte pour tirer le système de santé de sa gangue d'archaïsmes sociaux fit naître l'embryon d'un réseau de structures de soins inédit, inspiré de la lutte contre les épidémies, fondé sur la prévention, et articulé autour de dispensaires et de sanatoriums. Elle eut des répercussions sur l'éducation des enfants et jusque dans la science médicale et la formation des soignants, formation qui intégra les innovations soviétiques ayant fait leurs preuves sur le terrain.

Les maladies sociales

La tuberculose

Cette maladie infectieuse, encore largement répandue, est causée par une bactérie, le bacille de Koch. Le bacille se loge dans les poumons et y prolifère en détruisant les tissus infectés. Il peut aussi se loger dans les os.
Très contagieux, le bacille, présent dans la toux des malades, se transmet par voie aérienne. La promiscuité, l'humidité et l'insalubrité des logements, la malnutrition et la fatigue affaiblissant le système immunitaire sont des facteurs de risque.
Les populations laborieuses étaient les premières victimes de la tuberculose, qui faisait des ravages dans leurs rangs. On pense que près d'un tiers des décès causés par une maladie en Europe au 19e siècle lui sont imputables.

La tuberculose était le type même de la maladie sociale et les classes ouvrières du monde entier étaient familières de ce vieil ennemi.

Contre elle, une des priorités était de loger correctement les travailleurs. Le 20 août 1918, un décret avait nationalisé les vastes demeures et hôtels particuliers. Les travailleurs pouvaient aussi disposer légalement des logements vides. Commença alors une grande redistribution de surface habitable au profit des plus mal logés.

On forma des commissions composées d'ingénieurs, d'ouvriers du parti, de techniciens, de pauvres et de sans-parti, comptant obligatoirement plusieurs femmes, pour recenser les sans-logis et les lieux insalubres à évacuer, ainsi que la taille des logements dont ces commissions prenaient possession. Puis, elles relogeaient les familles les unes après les autres, selon les possibilités. Souvent, on partageait une maison bourgeoise en plusieurs logements, les propriétaires devant se serrer pour céder des pièces à des familles ouvrières. Cela au grand dam des familles bourgeoises ou aisées. Ainsi en 1919, un professeur d'agronomie à la faculté de Voronej écrivit à Lénine pour se plaindre du comité de logement qui avait pris possession de sa maison. Sa lettre, au ton outré, donne une idée de ce qu'étaient les inégalités d'alors en matière de logement. Se décrivant comme un « spécialiste » qui souffrait déjà de ne vivre qu'avec cinq fois le salaire d'un ouvrier, ce propriétaire trouvait scandaleuses les conditions de logement que lui imposait le pouvoir bolchevique. Le pire étant, à ses yeux, qu'en le privant de plusieurs pièces, on l'ait obligé à faire chambre commune avec sa femme !

Dans la seule ville de Moscou, plus de 300 000 personnes purent ainsi sortir des taudis et emménager dans des logements plus sains. Bien sûr, seule la construction massive de logements de bonne qualité aurait pu résoudre la question du logement à l'échelle de la société. Mais la situation du pays ne le permettait pas. En attendant, il fallait trouver comment améliorer le cadre de vie

des masses.

Les sanatoriums

Pour permettre à ceux que la tuberculose avait atteints de reprendre des forces, le pouvoir soviétique se lança dans une campagne d'ouverture de sanatoriums. On en installa dans de grandes maisons aristocratiques ou bourgeoises réquisitionnées : certains accueillaient les malades pour la nuit seulement, d'autres à temps complet, pour les plus atteints. À cette époque où, en Europe, il n'y avait guère de sanatoriums, en outre réservés à la partie la plus riche de la société, on les considérait comme de luxueux établissements de santé. En choisissant d'en faire un des piliers du système de santé soviétique, on mettait ce que l'époque avait de plus perfectionné et moderne au service des plus pauvres. Certains sanatoriums avaient pour objectif de soigner les personnes les plus atteintes par la tuberculose, d'autres étaient dédiés aux malades en rémission, afin d'éviter que leur organisme ne s'affaiblisse et que la maladie ne se réveille. Ce fut notamment le rôle des sanatoriums de nuit.

Les malades pouvaient venir au sanatorium de nuit dès la sortie du travail. En arrivant, ils faisaient leur toilette, leurs habits étaient lavés et ils rencontraient le médecin du sanatorium. Puis ils mangeaient à la cantine collective et profitaient de deux heures de temps libre occupées par des jeux, des conférences, des cours. Il s'y tenait parfois aussi des concerts, des expositions artistiques ou culturelles. Les anciennes bibliothèques et salles de réception des maisons bourgeoises, avec leurs plafonds hauts et leurs murs décorés, devenaient le lieu de repos et de culture des malades. L'heure du couché était fixe, pour favoriser le repos. Le matin après les exercices physiques du réveil et le petit-déjeuner, les travailleurs retournaient à l'usine.

Ces sanatoriums de nuit accueillaient des tuberculeux dont la maladie était dormante, mais aussi des travailleurs souffrant d'anémie, de fatigue chronique ou de santé fragile. Leur but était d'abord de fournir un cadre de repos et une alimentation saine, dans les meilleures conditions d'hygiène possibles. Par la force des choses, le développement de telles structures resta limité, mais les responsables bolcheviques y virent rapidement un moyen d'enseigner les pratiques d'hygiène, et de faire découvrir un nouveau mode de vie, plus civilisé, à certaines couches de la population.

Autour de l'usine, la lutte contre la maladie sociale se poursuivait. Les sanatoriums se voulaient des sortes de « centres de santé – écoles de la vie » et, vu leur potentiel en matière d'élévation des conditions d'existence, Semachko allait chercher à les généraliser. Alors que le nombre de lits en sanatorium pour

tuberculeux n’était que de 307 en 1914, il y en avait 11 221 en 1924 : un sérieux bond en avant, compte tenu des trois ans de guerre civile et de famine.

On porta une attention particulière à la tuberculose infantile. Un comité scientifique fut mis en place à cet effet, qui créa des cliniques spécifiques pour les enfants et des sanatoriums-écoles. L’un des premiers départements de tuberculose pédiatrique au monde fut fondé à Petrograd au début des années 1920.

Les dispensaires

Pour dépister et orienter les malades vers les sanatoriums, il fallait des structures de soins locales. Le réseau d’hôpitaux hérité du tsarisme était bien trop insuffisant pour accueillir et soigner toute la population, et les cabinets de médecins étaient quasi inexistants, sauf dans les grandes villes. Semachko lança la mise en place de dispensaires en 1918. On leur assigna un rôle de prévention des maladies et un devoir d’intervention à tous les niveaux de la vie sociale. Ce n’était pas, et il faut insister sur ce point, comme bien des mesures du nouveau pouvoir, une tentative de combler le retard du pays en matière médicale : il s’agissait d’une innovation majeure, indissociable de la vision du monde – et donc de la santé – que portaient les bolcheviks.

Chaque dispensaire devait, dans la localité qui lui était attribuée :

- recenser la population ;
- inspecter les logements, organiser le nettoyage, les travaux de remise en état ou le relogement quand c’était nécessaire ;
- dépister la tuberculose ;
- accueillir les malades, leur fournir les soins appropriés ou les orienter vers un sanatorium ou un hôpital ;
- assurer le suivi des soins, en accueillant régulièrement les malades et, en cas d’absence, en se rendant chez eux ;
- pratiquer la prévention et enseigner l’hygiène.

Ce dernier point était le plus important. Les dispensaires étaient avant tout des structures prophylactiques, dédiées à la médecine préventive. Directement au contact des malades, ils eurent une grande importance dans la lutte contre la tuberculose, car ils permettaient le dépistage précoce au sein d’une même communauté, et assuraient le suivi des personnes atteintes, ce qui limitait les épidémies. Leur efficacité sur le terrain convainquit les bolcheviks d’agir de façon analogue contre les autres maladies sociales.

Les dispensaires différaient à la fois des cabinets de généralistes occidentaux et des hôpitaux. Dans chacun d'entre eux, un médecin se voyait chargé d'une partie de la population selon un découpage géographique. Il existait en quelque sorte, si l'on prend comme image la « carte scolaire » de l'Éducation nationale en France, une « carte de la santé » en Russie soviétique, qui affectait un médecin à chaque membre de la société. Il ne s'agissait pas d'un généraliste exerçant comme praticien privé et indépendant : il avait l'État pour employeur et devait rendre compte à sa hiérarchie au sein du commissariat du peuple à la Santé. Le médecin du dispensaire, aussi dit de district, devait soigner tous les membres de la communauté dont il avait la charge. Et qu'ils viennent ou non au dispensaire, il devait veiller à leur santé. Par conséquent, il organisait des tournées du personnel du dispensaire dans les quartiers, des visites et des sondages auprès de la population. Il avait la charge d'agir en fonction de l'état de santé qu'il constatait dans la population. Les dispensaires étaient des « centres de santé » communs, d'une santé gratuite, aux mains de professionnels, relevant de la responsabilité de la société et non pas de l'individu.

Cette organisation de dispensaires est, dans son projet même, une organisation sanitaire comme les pays capitalistes n'en ont jamais vraiment mis sur pied, parce qu'elle n'est effectivement compatible qu'avec une organisation différente de la société. Elle repose sur l'idée d'un service sanitaire exhaustif, s'adressant à toute la communauté concernée, visant le bien-être de tous – y compris dans les entreprises – et pas seulement le soin à apporter aux malades. Comme dans bien d'autres domaines, cela n'a jamais été réellement possible en URSS – au début pour des causes d'arriération de la société, de retard économique, de pauvreté, ensuite surtout du fait de la dégénérescence stalino-bureaucratique – mais on a, avec ce projet et ce qui a pu quand même en être concrétisé, une démonstration de ce que la pensée communiste peut signifier en matière sanitaire.

Poursuivre la lutte contre la tuberculose

Malgré ces premières avancées, les cas de tuberculose se multiplièrent à cause de l'épuisement général et de la famine qui suivit la guerre civile. La maladie restait très répandue dans les masses, frappant, par exemple, 17 % des militants du Parti communiste. Pour faire face à cette situation, il fallait étendre à tout le pays les efforts entrepris pendant la guerre, et généraliser la lutte contre les autres maladies.

Semachko se fixa pour objectif d'avoir un dispensaire pour 150 000 habitants. Cela ne se réalisa dans les grandes villes qu'au début des années 1930, après plusieurs années de progrès économiques. Mais cela reflétait la volonté du

nouveau pouvoir d'étendre à l'ensemble de la société le système de santé, dont les dispensaires seraient le premier échelon.

L'œuvre d'éducation contre la tuberculose continua aussi à plus large échelle dans le cadre de « journées de lutte contre la tuberculose ». L'objectif du commissariat à la Santé, qui les organisait, était d'arracher les pauvres à leur indifférence ou à leur fatalisme quant aux questions de santé. On diffusait des connaissances médicales par des conférences, des expositions, des projections cinématographiques. On informait la population sur les causes et les facteurs aggravants de la maladie, sur l'impact des conditions de vie : logement, alimentation, sur l'importance d'un dépistage précoce… et on la formait aux gestes simples permettant de se soigner et de limiter la propagation des maladies : aération des logements, isolement des malades lors des repas, etc. Tout cela avec une population qui apprenait tout juste à lire.

Il fallait convaincre qu'on pouvait se battre contre la tuberculose, en améliorant les conditions de logement, et en préservant sa santé pour ne pas contracter la maladie et la transmettre.

Un médecin russe, Serge Bagotsky, décrivit ces journées comme de grandes opérations de propagande socio-sanitaire : *« Pendant ces journées, toutes les forces vives du pays sont mobilisées pour la lutte contre la tuberculose ; on fait partout des conférences, on organise des expositions spéciales, on imprime des articles dans la presse, on édite même des journaux spéciaux consacrés à la tuberculose et on distribue des feuilles volantes et des brochures à profusion. »*

Ces journées avaient lieu dans les usines et dans les grandes villes. En 1922 par exemple, pendant trois journées, on organisa à Moscou plus de 1 000 conférences. À Petrograd, les conférences antituberculeuses réunirent plus de 40 000 auditeurs ; à Orenbourg, 15 000 ; à Gomel, 20 000. Dans des villes de province, on édita des journaux spéciaux consacrés à la tuberculose. Ces actions avaient un réel impact pour mobiliser la population. Face au manque de moyens matériels en ces années de graves difficultés économiques, les autorités de santé devaient faire appel aux efforts et à la conscience de la population : la somme totale des dons recueillis pendant les journées antituberculeuses atteignit le chiffre de 220 000 roubles-or.

Les journées de 1922 eurent pour mot d'ordre *« l'organisation de dispensaires et l'effort d'intéresser la classe ouvrière à la lutte contre la tuberculose »*.

De quatre dispensaires pour la tuberculose dans toute la Russie en 1914, puis 15 en 1921, on passa à 84 en 1924, puis 273 en 1928. Sur fond d'une relative amélioration des conditions matérielles d'existence des masses, l'action déterminée de prévention systématique, d'enseignement et le début de

quadrillage de la population par les dispensaires permirent de diminuer la mortalité liée à la tuberculose : dans les grandes villes, elle avait chuté de moitié dès le début des années 1930.

La lutte contre les addictions

Le régime soviétique entreprit de lutter contre les addictions dont la population souffrait. On peut citer la lutte contre l'alcoolisme et contre le tabac. Nous évoquerons plus loin la lutte contre les narcotiques qui eut des effets quelques années plus tard et qui fut surtout sujet à de vifs débats entre les théoriciens de l'ancien régime et ceux de la nouvelle médecine inspirée par les idées communistes révolutionnaires du régime.

Le régime tsariste avait interdit la vente et la consommation d'alcool en 1914 sans réel effet. Des distilleries clandestines abreuvaient les alcooliques de samogon, un tord-boyaux produit avec ce qu'on trouvait et dont la composition pouvait se révéler toxique. Largement répandu, l'alcoolisme ne reculait pas, et il on comptait de nombreux cas d'intoxication mortelle.

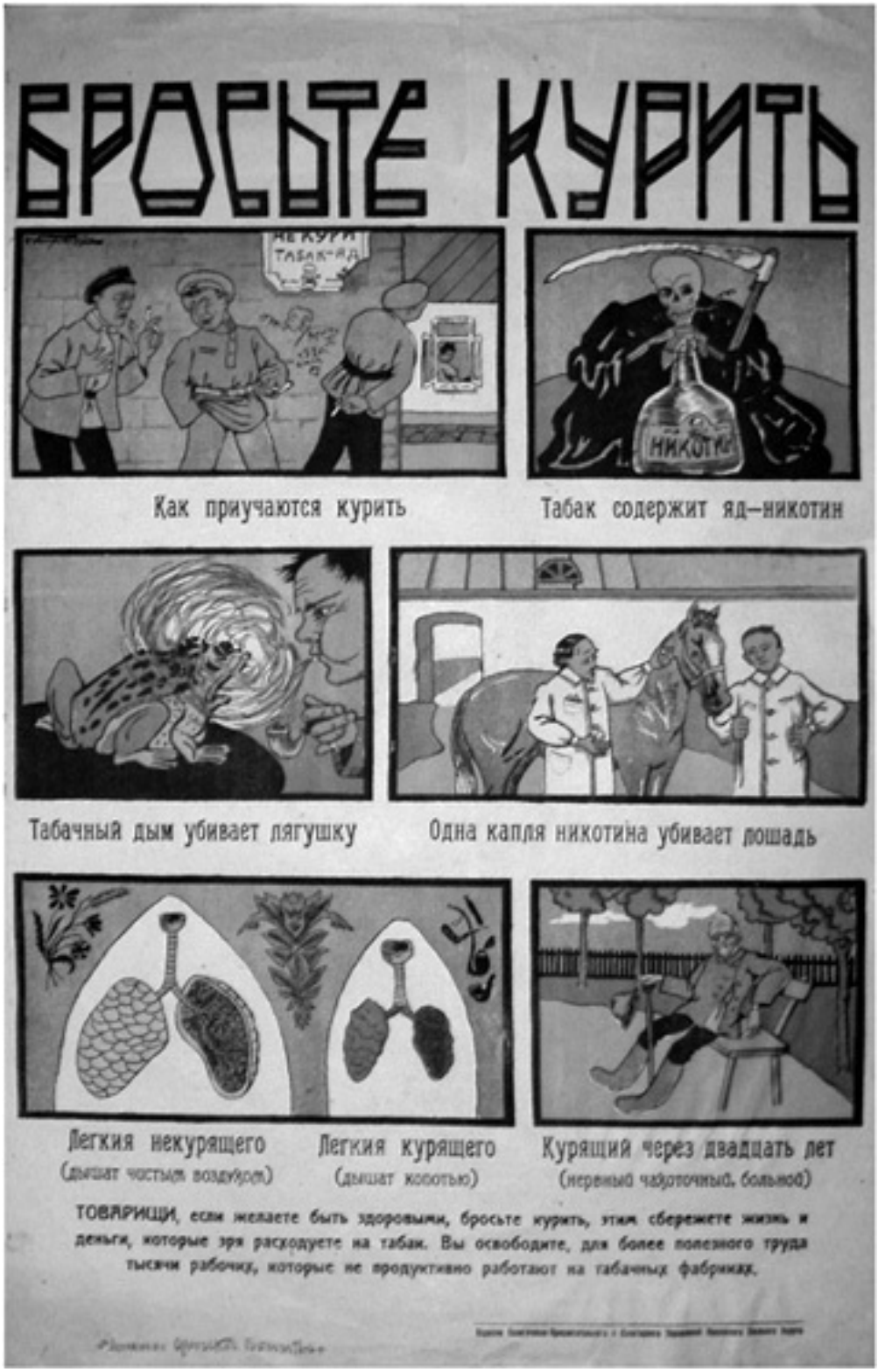
Il fallait réduire le poids de cette addiction pour des raisons évidentes de santé publique, mais aussi pour des raisons politiques. L'alcool qui embrume la conscience était un poison du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, et celle-ci ne pouvait diriger la société sans s'être débarrassée de l'alcoolisme.

La bourgeoisie le savait bien. Dans les jours qui suivirent la prise du pouvoir à Petrograd, des bandes commanditées par les bourgeois distribuaient dans toute la ville des milliers de litres de vodka. En remplaçant l'ivresse de la victoire par les vapeurs de l'alcool, les tenants de l'ancien régime espéraient qu'ils pourraient reprendre plus aisément le pouvoir à des ouvriers abrutis par la boisson. Les bolcheviks détachèrent des gardes rouges pour confisquer des tonneaux, neutraliser leurs pourvoyeurs et faire de la propagande contre l'alcoolisme.

Dans la foulée de la « dispensiarisation » du pays pour lutter contre la tuberculose, les médecins inspirés par les bolcheviks militèrent pour l'ouverture de « narco-dispensaires » dans les grands centres urbains. Ils leur assignaient pour tâche principale de chercher et trouver les « narcotistes » (c'est ainsi qu'on appelait alors les personnes dépendantes aux narcotiques), de les amener au dispensaire afin de les instruire sur les risques de leur comportement. Ces dispensaires reprirent le travail de propagande contre l'alcool commencé en pleine révolution. On publia des brochures, des affiches, on organisa des pièces de théâtre et des séances de cinéma, ainsi que de nombreuses conférences, à Moscou et Petrograd, pour éduquer les travailleurs et les encourager à cesser de boire, de fumer et de consommer tout autre stupéfiant.

Pour contrer les causes sociales de l'alcoolisme, les bolcheviks œuvrèrent au développement des lieux de divertissement, de culture et de repos. Les alcooliques étaient accueillis dans des maisons de repos où, en plus de soins – souvent réduits à une nourriture plus saine servie dans des locaux propres –, ils avaient accès aux mêmes divertissements collectifs que dans les sanatoriums : spectacles, cours, conférences, expositions, débat, jeux et activités sportives.

Quant au tabac, le lien entre celui-ci et le cancer était bien loin d'être avéré à l'époque. Pourtant, la lutte contre le tabagisme fut l'objet du projet de campagne le plus ambitieux que le monde ait connu. En 1921, le plan radical de bataille antitabac du pouvoir soviétique était : réduction puis destruction des plans de tabac, reconversion concertée des paysans à d'autres cultures, consommation interdite aux moins de 21 ans et dans tous les lieux publics, limitation de la vente de tabac aux fumeurs déjà déclarés. Mais ce plan rencontra une telle opposition de la part des producteurs de tabac et si peu de soutien au sein du Parti bolchevique, qu'il fallut l'abandonner. À la place, Semachko opta pour une propagande accrue au travers des « narco-dispensaires » et de l'organisation communiste de la jeunesse. Bientôt, on put mettre en place des séances de thérapie individuelle, puis de groupes, pour aider ceux qui le souhaitaient à arrêter de fumer.



Arrêtez de fumer

Comment on s’habitue à fumer.

Le tabac contient du poison, la nicotine.
La fumée du tabac tue les grenouilles.
Une goutte de nicotine suffit à tuer un cheval.
Les poumons d'un non-fumeur (qui respirent de l'air frais).
Les poumons d'un fumeur (qui respirent de la crasse).
Quelqu'un qui fume depuis 20 ans (un malade qui crache ses poumons).
Camarades, si vous souhaitez être en bonne santé, arrêtez de fumer, cela vous épargnera du temps de vie et l'argent que vous dépensez pour le tabac. Vous libérerez, pour un travail plus utile, des milliers de travailleurs que l'industrie du tabac emploie à ne rien produire de socialement utile.

Les maladies vénériennes

Les maladies vénériennes, principalement la syphilis et la gonorrhée, sévissaient partout dans le pays. La syphilis touchait jusqu'à 30 % de certaines populations, avec des atteintes si avancées que la contagion ne se faisait plus exclusivement par voie sexuelle, mais par contact avec les objets ou les aliments touchés par des personnes infectées.

La syphilis

Il s'agit d'une maladie sexuellement transmissible, causée par une bactérie, le tréponème pâle.
Au premier stade la maladie cause une lésion appelée un chancre, à l'endroit de l'entrée de la bactérie. Il était très rare, au début de la lutte contre la syphilis, de détecter les patients à ce stade de la maladie car la plupart étaient indifférents aux petites lésions.
Au deuxième stade, environ un an plus tard, la bactérie se propage dans tout le corps et provoque des éruptions cutanées et un mal de gorge, raison la plus fréquente des consultations. À ce stade, tout contact avec les éruptions est contagieux.
Au dernier stade, la syphilis cause la mort, sous la forme d'une inflammation du cœur et des artères, par la destruction des tissus, des organes internes et de la peau, sur fond d'importantes céphalées.
La prostitution, la promiscuité et l'absence d'hygiène au quotidien favorisaient la propagation rapide de la syphilis.

On affecta certains dispensaires à la lutte contre les maladies vénériennes et à leur prévention. Il fallait d'abord enregistrer les malades et leur apprendre à ne plus répandre la maladie. Des cours et des conférences gratuites étaient systématiquement proposés à tous ceux qui se présentaient aux dispensaires.

Pour s'assurer du bon suivi des traitements prescrits, il était beaucoup plus sûr d'hospitaliser les patients, surtout durant la phase contagieuse de l'infection. On construisit des cliniques dédiées au traitement de la syphilis. Avec le temps, et la confiance s'établissant, on vit des patients amener des membres de leur famille au dispensaire, accepter qu'ils soient à leur tour examinés, et un système de visite aux familles put se mettre en place.

Le manque de moyens limitait la construction de cliniques et l'accès aux traitements. Cependant, ce ne fut pas le seul moyen qu'employèrent les bolcheviks au pouvoir pour combattre la maladie. Ils le firent aussi indirectement en s'attaquant à la législation tsariste régissant le mariage et les relations sexuelles. Cette législation assurait la transmission de la propriété des possédants à leur descendance, mais les membres des autres classes, celles qui n'avaient pas de biens à transmettre, se trouvaient également soumis à cette contrainte,

notamment pour la protection des enfants.

En décembre 1917, le Comité exécutif des soviets adopta un décret détruisant *« l'inégalité (entre les classes et entre femmes et hommes) vile et hypocrite du droit du mariage et de la famille »*. Ce décret simplifiait les procédures du mariage et du divorce. Les futurs époux devaient seulement apporter la preuve qu'ils n'étaient pas déjà mariés, et fournir un certificat médical attestant qu'ils n'avaient pas de maladie sexuellement transmissible.

Le divorce aussi fut simplifié, chacun des partenaires pouvant divorcer sur simple demande. La procédure était rapide, comme celle du mariage, le plus souvent accomplie en une demi-journée. Ainsi, la nouvelle législation laissait une plus grande liberté à chacun dans le choix de son partenaire, tout en introduisant dans la législation une mesure visant à limiter la transmission des maladies vénériennes.

Mais les bolcheviks ne se limitèrent pas à cela : c'est la situation des femmes, ces « prolétaires des prolétaires » pour reprendre les mots d'Engels, qu'ils cherchèrent à améliorer dans tous les domaines ; non pas de façon paternaliste, mais en faisant appel aux femmes elles-mêmes, à leur énergie, à leur volonté d'échapper à un esclavage multiforme, pour qu'elles deviennent des membres à part entière de la société.

La prostitution

La prostitution, ce commerce dégradant dont les femmes dans le dénuement étaient les premières victimes, constituait une des plus importantes causes de propagation des maladies vénériennes. Elle était inévitable dans une société où coexistaient mariage bourgeois et pauvreté.

La lutte contre la prostitution faisait partie intégrante de celle contre les maladies vénériennes, en même temps que de celle pour le droit des femmes et pour la civilisation en général.

Elle commença par la condamnation des parasites, hommes ou femmes, qui faisaient du proxénétisme leur gagne-pain.

Pour lutter durablement contre la prostitution, un fléau qui avait explosé avec l'appauvrissement et la misère généralisée du fait de la guerre civile, il fallait offrir du travail aux femmes forcées d'y recourir. On créa donc des « prophylactoriums », des sanatoriums avec des classes-ateliers dans lesquels toutes les femmes qui le désiraient, prostituées ou non, pouvaient trouver un travail de petite production manuelle, se loger, se former à un métier, apprendre à lire, élever leur niveau culturel, acquérir de nouvelles pratiques d'hygiène, etc.

La protection de la maternité et de l’enfance

Dans la Russie d’avant 1917, même si les sages-femmes étaient parmi les rares personnels de santé un peu identifiables en province, l’accouchement n’était pas considéré comme un acte médical et les femmes enceintes recevaient peu d’assistance. L’absence de soins, de connaissance scientifique et la pauvreté en général entraînaient un taux élevé de mortalité des femmes en couche et des nouveau-nés.

La maternité posait aussi un problème de société plus profond et plus difficile à régler. Elle était un fardeau matériel et moral, ainsi qu’une source d’inégalité accrue pour les femmes. C’était une période pendant laquelle elles étaient encore plus exclues de la vie sociale qu’en temps normal. Puis le travail de garde des enfants prolongeait cette exclusion, freinant l’émancipation des femmes.

En ce domaine, les bolcheviks devaient faire face à de nombreuses tâches urgentes : abolir les lois maintenant le statut d’infériorité sociale des femmes, protéger la vie des femmes en couche et la vie des enfants, lutter contre la famine qui touchait encore plus durement les enfants, recenser, accueillir et éduquer les très nombreux orphelins de guerre, ne pas laisser à l’abandon les nombreuses bandes d’enfants errants.

À partir des solutions trouvées dans l’urgence, le plus souvent par les femmes elles-mêmes, naquit un système de prise en charge de la maternité et des enfants qui permit d’alléger le fardeau de la maternité et qui se donnait pour but de soulager et de libérer les femmes de la charge de l’éducation des enfants. En modifiant ainsi leurs conditions d’existence, les femmes purent, pour nombre d’entre elles, s’émanciper plus profondément que nulle part ailleurs à la même époque.

Les mesures prises

Le pouvoir des soviets commença par instaurer un nouveau cadre légal abolissant l’infériorité sociale et juridique des femmes. Il prit en même temps de nombreux décrets protégeant les femmes en tant que travailleuses. Dès le 12 novembre 1917, cinq jours après la prise du pouvoir, il instaura le congé maternité obligatoire de 12 semaines pour les femmes engagées dans un travail intellectuel et de 16 semaines pour les femmes travaillant à la production, avec maintien complet du salaire. Dans ce même décret, on instaura des droits pour les femmes ayant de jeunes enfants, comme de quitter le travail toutes les trois heures pour allaiter leur nourrisson, une allocation spéciale à la naissance de l’enfant, et des rations alimentaires spéciales pour bébés.

Le commissariat du peuple à l'Assistance sociale, présidé par la militante bolchevique Alexandra Kollontaï, qui se préoccupait particulièrement de la place de la femme dans la société et dans le couple, organisa à partir du 5 novembre 1917 des conférences regroupant des déléguées de toutes les organisations féminines apparues depuis Février. Grâce à cet effort et à la volonté de s'adresser aux ouvrières dans les usines, émergèrent des commissions de femmes pour la protection de la maternité et de l'enfance et pour assurer la propagande et l'enseignement en direction des mères. Le décret qui officialisa la création de ces commissions débutait ainsi :

> « Deux millions de vies de nourrissons, à peine arrivés sur terre, s'éteignaient chaque année en Russie à cause de l'obscurantisme et du manque de conscience dans lequel vivait le peuple opprimé, de l'inertie et de l'indifférence de l'État de classe. Deux millions de mères souffrantes versaient des larmes amères sur le sol russe chaque année, versant de leurs mains calleuses dans les premières tombes des morts innocents, victimes insensées d'un système étatique affreux. Pendant des siècles, la pensée humaine a erré et entre finalement dans une ère radieuse et lumineuse d'une construction sans contrainte, par les mains de la classe ouvrière elle-même, de ces formes de protection de l'enfance protégeant la mère de l'enfant et l'enfant de la mère. »

Après la création du commissariat à la Santé, un département de la protection de la maternité et de l'enfance s'y établit. Il regroupait toutes les structures créées et administrées par les soviets depuis février 1917 : les commissions à la protection de la maternité et de l'enfance, les maisons de la maternité, les crèches, les garderies, les orphelinats, etc.

Les maisons de la maternité et de l'enfance

Au lendemain d'Octobre, voici comment Isaac Babel, un écrivain proche des idées révolutionnaires, a dépeint la situation dont les bolcheviks avaient hérité, par exemple à la maternité de Moscou. Dans le secteur des prématurés, cinq nourrices allaitaient en permanence. Mis à part leurs seins gorgés de lait, elles étaient squelettiques. Des nourrissons nés avant terme reposaient dans des bassines en étain, silencieux. Il faisait froid, faute de moyens de chauffage. Il y avait 25 bébés : les nourrices en prenaient cinq chacune, le leur et quatre autres, abandonnés par leurs mères qui, souffrant elles-mêmes de la faim, ne voyaient pas comment leur enfant aurait pu survivre sans cette aide. Les nourrices ne dormaient que deux heures d'affilée, mais elles se battaient pour que les enfants du nouveau monde vivent.

Début 1918, pour faire face à l'hécatombe de femmes et de nourrissons mourant de faim et de froid, les soviets prirent en charge la création de maisons de la maternité et de l'enfance. C'étaient les premières maternités en Russie à

une époque où, même dans certains pays développés, elles étaient encore des structures de soins de luxe, réservées aux femmes riches, même si certaines travailleuses pouvaient y avoir accès dans les rares villes où des patrons paternalistes en avaient fait installer.

Mises en place par les travailleuses elles-mêmes, sans être freinées par les contraintes de la propriété privée, ces maisons se multiplièrent dans le pays.

D'abord simples lieux d'accueil des femmes en couche et des nourrissons, certaines de ces maisons devinrent de véritables cliniques et centres de recherche. Les femmes pouvaient venir s'y reposer au huitième mois de grossesse, accoucher et repartir quand on jugeait qu'elles et leur bébé étaient prêts. Pendant la guerre civile, on y souffrait comme ailleurs des pénuries, mais les ressources étaient mises en commun et les soins exercés par des professionnels.

Le plus novateur, le plus révolutionnaire en fait, était la philosophie qui animait les maisons de la maternité : pour que les futures mères y viennent, il fallait les libérer de leur travail quotidien. Les bolcheviks rendirent obligatoire le congé maternité dès le huitième mois. En 1919, Lénine insista pour qu'une étudiante aide-ménagère soit envoyée chez chaque femme enceinte à son huitième mois, afin qu'elle puisse se rendre à la maison de la maternité malgré ses tâches domestiques et la garde des enfants qu'elle avait déjà dans son foyer.

À la maison de la maternité, les futures mères pouvaient se former. On proposait des cours et des conférences pour que les femmes apprennent à être mères. Elles y apprenaient à lire, à écrire, à accomplir les gestes d'hygiène et de soin de base pour les nourrissons. Certaines conférences portaient sur la biologie de la grossesse, d'autres sur le développement des enfants.

L'avortement

Les conditions matérielles d'existence des femmes, la pauvreté de la majorité d'entre elles, le manque de soins, faisaient inévitablement de la grossesse une menace pour leur santé, avec le risque tragique de mourir en couche pour les plus fragiles. Et dans les foyers pauvres, la venue d'une nouvelle bouche à nourrir signifiait nécessairement des difficultés supplémentaires. Bien évidemment, la construction des maisons de la maternité ne pouvait pas remédier à cette situation avant de nombreuses années.

Dans ces conditions, bien des femmes continuaient de recourir à l'avortement. Les « faiseuses d'anges » pratiquaient des curetages clandestins, dans des conditions déplorables, sans suivi médical, ce qui avait des conséquences effroyables sur la santé des femmes. Cette clandestinité forcée était un fardeau

de plus sur leurs épaules.

La position des bolcheviks à ce sujet était claire : l'avortement était pour eux un acte terrible, indissolublement lié à la barbarie sociale. Mais un acte qui resterait un droit civique et culturel essentiel de la femme – un *« triste droit »*, pour reprendre les mots de Léon Trotsky – tant que la misère matérielle et morale dominerait les conditions de vie et tant que durerait l'esclavage domestique.

Tranchant avec la politique d'hypocrisie et de répression du tsarisme, les bolcheviks publièrent un décret autorisant l'avortement, le 18 novembre 1920. La Russie des soviets fut le premier État au monde à le faire, le premier à prendre la maternité comme un « devoir social », et à lutter pour que les femmes souhaitant avorter se fassent connaître et puissent le faire à l'hôpital, dans de bonnes conditions d'hygiène, de la main d'un médecin.

L'avortement restant un acte médical invasif et risqué, on fit de la propagande pour la contraception. On mettait en garde contre les risques qu'il comportait, notamment lors d'une première grossesse. Les femmes restant nombreuses à refuser de mettre au monde un enfant dans les conditions de vie si difficiles de l'époque, le nombre d'avortements ne diminua pas. Mais après leur autorisation, le nombre des avortements pratiqués hors structure médicalisée recula, tout comme leur taux de mortalité.

La protection de l'enfance

Des enfants mouraient tous les jours de froid et de faim. Les orphelins de guerre étaient nombreux. Pour survivre, ces enfants sans famille formaient des bandes qui menaient une existence de marginaux délinquants, un monde où régnaient la loi du plus fort et des codes violents.

Selon diverses estimations, on comptait entre 6 à 7 millions d'enfants livrés à eux-mêmes en 1921-1922 : un chiffre révélateur de l'état de dénuement où la Russie se trouvait alors. La société, a fortiori une société qui voulait libérer le monde de l'exploitation et de la misère, ne pouvait pas laisser dépérir toute une partie de la jeunesse, l'avenir de toute société.

Les slogans du département de la protection de la maternité et de l'enfance au début des années 1920 étaient *« Les enfants, c'est notre avenir »* et *« Les enfants sont l'espoir de l'URSS »*.

Il s'agissait d'entraîner toujours plus de femmes et d'hommes dans la prise en charge et la protection des enfants.

Le problème de la faim ne pouvant être résolu, les bolcheviks avaient pour politique de distribuer des rations en priorité pour les enfants. De 1918 à 1920,

décrets après décrets, le pouvoir entreprit de faciliter cette distribution. En 1918, par exemple, le Comité exécutif des soviets alloua des rations alimentaires supplémentaires aux familles de soldats en service actif ou en conscription précoce, et augmenta les rations pour leurs enfants. Il créa aussi un fonds pour l'alimentation infantile, et le commissariat à la Santé lui attribua 50 millions de roubles afin d'organiser des cantines collectives pour enfants.

Il fallait aussi prendre en charge les orphelins. Les commissariats du peuple à la Santé et à l'Éducation joignirent leurs forces et nommèrent une poignée de pédagogues, enseignants ou éducateurs pour encadrer des groupes d'enfants abandonnés plus ou moins tombés dans le banditisme. Ils rompaient ainsi avec la prise en charge policière, estimant que les enfants étaient des victimes de leur société malade plutôt que des criminels à punir.

Makarenko, ancien instituteur d'un établissement de redressement, fut un de ces pédagogues chargés de prendre en charge et réintégrer socialement les enfants. On lui confia douze adolescents de 12 à 15 ans, et on lui accorda un bâtiment dans une campagne reculée de la province de Poltava. Ce qui allait s'appeler la colonie Gorki était en fait une ferme au milieu de terres en friche. Image du dénuement général, les carreaux manquaient aux fenêtres qui perçaient les murs épais, et la porte avait depuis longtemps disparu. C'était l'hiver 1919-1920, au plus fort de la guerre civile.

Face à des jeunes qui sortaient d'années de vol et de violence, auxquels l'idée même d'effectuer une tâche socialement utile était étrangère, Makarenko dut s'imposer. Au fur et à mesure, il organisa la vie de la colonie autour du travail manuel et dans les champs. Les enfants travaillaient huit heures par jour et administraient eux-mêmes la colonie.

Ces méthodes furent vivement contestées par les fractions les plus petites bourgeoises, mais dominantes, du monde des éducateurs et des enseignants : les critiques portaient sur le travail des enfants et les méthodes disciplinaires jugées trop sévères. Mais la colonie Gorki fut la seule à avoir su resocialiser tous les enfants qui lui avaient été confiés de 1920 à 1922, sauf un.

Finalement, des maisons de l'enfance, des colonies de jeunes, des crèches et des garderies virent le jour ailleurs, toutes plus ou moins à l'image de la colonie Gorki. Ce qu'elles avaient de semblable était de se charger complètement des enfants et de les élever en s'appuyant sur l'organisation collective et sur leur participation à la vie du groupe. Et même si le nombre de ces établissements resta forcément limité par la pauvreté généralisée, bien souvent ils faisaient mieux, avec des moyens extrêmement limités, que les sinistres maisons de correction et orphelinats des pays les plus développées de l'époque, et probablement d'aujourd'hui.

La médecine et la formation des médecins soviétiques

Les réponses concrètes apportées aux urgences sanitaires étaient inédites, et le bouleversement dû à la révolution dans le domaine de la médecine fut si puissant qu'il suscita l'émergence d'une vision véritablement révolutionnaire de la santé telle l'hygiène sociale. La révolution russe, en entraînant de profonds changements économiques et sociaux, apportait un regain de vitalité dans tous les domaines culturels et scientifiques. Ce qui est un phénomène propre à toute révolution.

Les bolcheviks encourageaient les progrès de la science dans tous les domaines, afin d'aider à tirer la société russe de son arriération et, plus généralement, de jeter des bases scientifiques solides sur lesquelles on pourrait construire le monde nouveau, dans la perspective duquel s'inscrivait la Russie soviétique.

Lénine affirma au congrès des soviets de janvier 1918 que *« désormais, tous les miracles de la technologie, toutes les réalisations de la culture deviendront la propriété de tout le peuple, et désormais l'esprit et le génie humains ne seront plus jamais transformés en moyens de violence, en moyens d'exploitation »*.

Les bolcheviks voulaient mettre la science au service de la société tout entière, et la médecine au service de la santé des travailleurs.

Mettre la médecine bourgeoisie au service de la société

En janvier 1918, l'Académie des sciences de Russie apporta son soutien au pouvoir bolchevique et devint le nouveau centre organisateur de la recherche. Pour commencer, les projets de recherches ne dépendirent plus de l'initiative de chaque chercheur et de sa capacité à trouver des financements, mais furent pris en charge par l'Académie qui finança des projets scientifiques à la condition qu'ils servent un but social concret.

Les médecins Gromachevski, qui décrivit les mécanismes de transmission du typhus, Zabolotny, qui participa aux travaux d'épidémiologie soutenus par le pouvoir, notamment sur la peste, et Pokrovskaïa ainsi que Joukov-Verejniko, qui mirent au point des vaccins, furent parmi les premiers scientifiques à travailler avec le régime soviétique.

Le 13 mars 1919, à Petrograd, Lénine déclara : *« Nous devons prendre toute la culture que le capitalisme a laissée pour compte et construire le socialisme avec elle. Nous devons prendre toute sa science et sa technique, tout son savoir et son art. Sinon, nous ne pourrons pas construire la société communiste. Et cette science, cette technique, et l'art sont entre les mains et dans la tête des*

spécialistes. »

L'héritage de la société pré-révolutionnaire consistait en quelques centres de recherche prestigieux, tels le centre de recherche en médecine de Petrograd, l'institut Oldenbourg ou l'Académie de médecine militaire ; et quelques établissements d'enseignement supérieur réservés aux enfants des classes riches. L'État soviétique devait s'en emparer et les mettre à son service. Les livres scientifiques du pays étaient pour la plupart dispersés dans des bibliothèques privées d'aristocrates, dans lesquelles les bolcheviks devaient les récupérer. Ils devaient convaincre les chercheurs russes de rester et de soutenir le pays, comme ce fut le cas avec le savant de renommée mondiale Ivan Pavlov.

Ivan Pavlov naquit au sud de Moscou en 1849 dans une famille de popes et fut d'élevé d'abord au séminaire. Mais passionné par les sciences, il étudia à la faculté de physique et de mathématiques de Petrograd, y soutint sa thèse, puis devint professeur et chercheur en pharmacologie à l'institut Oldenbourg de recherche expérimentale en médecine, puis à l'Académie militaire de médecine de Petrograd.
Durant les années 1890, il travailla notamment sur les mécanismes de la sécrétion de la salive et de la digestion chez les mammifères, démontrant, ce qui surprit beaucoup à l'époque et eut d'importantes répercussions en médecine, physiologie et psychologie, que les expériences vécues pouvaient modifier le réflexe nerveux faisant saliver. Il montra qu'un chien, qui avait appris que le moment de sa pitance était associé au son d'une cloche, salivait au simple son de la cloche. Puis que ce réflexe appris pouvait être effacé. Ces travaux tranchaient avec toutes les connaissances de l'époque qui présentaient les mécanismes biologiques comme indépendants du milieu de vie, donc du milieu social, des individus.
En 1904, Pavlov reçut le prix Nobel de physiologie et de médecine pour ses travaux.

La propagande scientifique

Des conférences s'organisaient et des brochures de vulgarisation étaient publiées pendant la guerre civile malgré la pénurie de papier. Pavlovski, zoologiste travaillant à l'Académie de médecine militaire, réalisa de nombreuses brochures ces années-là. En 1919, il fit plusieurs rapports sur le typhus au soviet de Petrograd. L'une de ses brochures de 1921 portait sur les mouches. Il y mettait en garde contre ces insectes domestiques, signes de saleté et vecteurs de maladies, notamment le choléra. Son introduction montre bien comment il s'adressait à la population de façon imagée, mais sans compromis sur le niveau culturel. Il reprend les vers d'un poète russe du 19e siècle, Apoukhtine :

« Les mouches sont comme mes pensées noires, elles me hantent toute la journée :
Elles piquent, bourdonnent et tournent au-dessus de ma pauvre tête !
Enlève l'une de ta joue, une autre arrive déjà sur ton œil,
Nulle part où se cacher, un troupeau haineux règne partout,

Le livre tombe des mains, la conversation s'éteint, pâlit…
Eh, si seulement le soir pouvait se rapprocher ! Eh, que la nuit tombe rapidement ! »

Et Pavlovski répond : *« Non ! Dans la vie il ne faut pas tendre à la passivité »* en se protégeant des mouches avec la nuit. Il faut choisir un autre chemin, *« celui de la connaissance et de l'action »*, et il insistait dans la brochure sur les moyens de se débarrasser des mouches. Il réalisa encore d'autres brochures, notamment sur les cafards, les poux, d'autres insectes vecteurs de maladies, malheureusement familiers de la population pauvre.

Les bolcheviks comptaient sur l'aide des spécialistes, mais il fallait combattre leurs idées bourgeoises et leur point de vue le plus souvent idéaliste ou moral sur les sciences. On lança des journaux scientifiques comme la revue *Sous la bannière du marxisme* pour défendre un point de vue matérialiste dans les sciences et pour contrer le point de vue bourgeois qui régnait très largement dans les académies et instituts issus du régime tsariste.

Difficultés de la recherche scientifique durant la guerre civile

Comme dans bien d'autres domaines, les transformations et le développement de la science furent ralentis par les difficultés de la guerre civile et par le blocus infligé à la Russie par les impérialistes. En 1920, l'écrivain britannique H. G. Wells écrivait :

> « Le blocus coupe les scientifiques russes de la littérature scientifique étrangère. Ils n'ont pas de matériel neuf, ils n'ont pas assez de papier à lettres, les laboratoires ne sont pas chauffés. C'est incroyable qu'ils fassent quoi que ce soit. Et pourtant, ils fonctionnent avec succès : Pavlov mène des études sur l'activité nerveuse supérieure des animaux, frappant par leur ampleur et leur virtuosité ; Manoukhine aurait développé une méthode efficace de traitement de la tuberculose, même au dernier stade. Ils sont tous impatients de recevoir de la littérature scientifique ; la connaissance leur est plus chère que le pain. »

Pendant les années de guerre civile, les scientifiques russes avaient en effet été coupés de leurs homologues du reste du monde. Cela ne les avait pas empêchés de travailler. À la levée (partielle) du blocus, les scientifiques étrangers accueillirent dans certaines de leurs conférences des scientifiques soviétiques. Conscient que la science ne pouvait vivre en vase clos, encore moins dans la Russie ruinée et arriérée, le gouvernement soviétique finança de nombreuses bourses pour permettre aux scientifiques, quelles que soient leurs opinions politiques, de se former à l'étranger. La propagande de la bourgeoisie laissait imaginer aux scientifiques des autres pays que les bolcheviks avaient ruiné toute forme de culture en Russie. La réalité les surprit. Des chercheurs de renommée mondiale tels que le botaniste et généticien Nikolaï Vavilov ou le grand

physiologiste Ivan Pavlov démontrèrent qu'en Russie, la science n'avait pas sombré dans la tourmente, et que les scientifiques y avaient même réalisé des avancées notables, malgré ces années de blocus.

Transformer la science au temps de la Nep

Avec la reprise économique qui suivit la mise en place en 1921 de la Nouvelle politique économique, la médecine et les centres de recherche purent se développer un peu plus. En 1923, l'institut Oldenbourg dirigé par Pavlov prit le nom d'institut Maxime-Gorki de médecine expérimentale. Pavlov accepta, malgré ses désaccords politiques, de diriger ce nouvel institut placé sous le contrôle direct des commissaires du peuple. Il l'accepta par accord avec la vision qu'avait le régime de la science : indispensable au développement de la société, mais aussi au service de ses objectifs.

Cet institut devint le centre coordinateur de la recherche du pays. Il constitua une bibliothèque de plus de 600 000 ouvrages avant les années 1930 et réunit plus de 3 000 chercheurs en disciplines variées, le plus souvent travaillant sur des projets communs, la physiologie, la biologie, la chimie, l'hygiène, mais également l'histoire des sciences qui, sous l'influence du matérialisme dialectique, y avait une place plus importante qu'en Occident.

En complément de cet institut majeur, le commissariat du peuple à la Santé mit en place un réseau de centres de recherches spécifiques, en lien avec les dispensaires qui s'établissaient à travers le pays, avec pour rôle de soutenir leur travail de terrain.

Dans ces instituts scientifiques, et dans cette ambiance de priorité accordée aux sciences, s'établirent de nouveaux domaines de connaissances, fruits des premiers pas de la médecine soviétique.

Hygiène générale ou hygiène sociale

Jusqu'à la révolution, l'hygiène avait été dominée par le courant bourgeois appelé « hygiène générale ». Il accordait une place importante à l'hygiène dans l'explication de l'émergence des maladies. Cependant, les hygiénistes généralistes ne considéraient leur domaine que du point de vue des facteurs physiques. Ils étudiaient le climat, la qualité de l'air, la propreté de l'eau comme les facteurs déterminants de l'hygiène et refusaient d'en considérer les aspects sociaux. L'hygiène sociale, défendue par les bolcheviks, leur donnait au contraire la primauté : qualité du logement, nettoyage, conditions d'alimentation,

de travail…

Ces débats entre courants d'idées avaient de l'importance car ils apportaient une base théorique aux actions menées sur le terrain. En ne défendant que les aspects physiques de l'hygiène, l'hygiène générale donnait certes une base concrète aux actions d'assainissement mais en restait là. Seule l'hygiène sociale soutenait le travail minutieux pour élever le niveau de vie et de culture de la population. En parallèle, les actions de lutte contre les maladies sociales et les progrès sur le terrain donnaient du poids aux théoriciens de l'hygiène sociale.

Psychiatrie ou cadre de vie

L'hygiène sociale permettait de porter un regard neuf sur les problèmes médicaux. Ce fut notamment le cas pour la lutte contre les addictions, déjà évoquée. La façon de traiter les addictions fut l'objet d'un vif débat entre les tenants d'anciennes conceptions moralistes, qui les condamnaient comme une dégénérescence, et les médecins bolcheviques, qui liaient cette déchéance au cadre de vie des personnes dépendantes.

Les travaux de Pavlov montrant qu'il était possible d'infléchir les réflexes d'un individu furent interprétés de deux manières différentes. Un courant de médecins s'en empara pour expliquer que de telles stimulations déclenchaient le comportement compulsif de consommation de drogue, le rendant irrépressible. Ils en concluaient que les individus dépendants aux drogues étaient des détraqués irrécupérables qu'il fallait isoler de la société. Ce courant de psychiatres russes, le plus fort, considérait l'usage abusif de narcotiques comme une maladie mentale et les personnes dépendantes comme des psychopathes.

En rupture avec cette conception, vue de plus comme injuste et inhumaine, des psychiatres nouvellement formés mirent en avant l'influence du milieu social sur les comportements addictifs. Ils s'inspiraient notamment des conceptions de l'hygiène sociale. Ils considéraient aussi que les découvertes de Pavlov sur le conditionnement des réflexes étaient une preuve que les comportements, même les plus rudimentaires, peuvent être influencés par le milieu de vie. Cela conduisait ces jeunes psychiatres à se consacrer à la recherche et à la description de tous les facteurs extérieurs, sociaux, qui pouvaient conduire un individu à tomber dans l'abus de narcotiques. Pour eux, seule une toute petite minorité des personnes dépendantes aux drogues relevait effectivement de la psychiatrie et avait un comportement de psychopathe. Pour la grande majorité, en revanche, il s'agissait d'un comportement, pas d'une maladie, et ils l'appelèrent le narcotisme.

Via le réseau des « narco-dispensaires » dédiés à la lutte contre l'alcoolisme et

le tabagisme, ce jeune courant de psychiatres diffusa des questionnaires à la population, pour mieux identifier les causes sociales de l'usage de stupéfiants. Ces premières enquêtes permirent de mener des études statistiques.

Parmi ces médecins, certains ouvrirent des instituts dans lesquels des patients se voyaient fournir une dose de drogue (ou de substitut) en échange d'un examen et d'un suivi régulier, voire quotidien. L'idée était de permettre aux « narcotistes » de garder un lien avec la société, à commencer par un emploi, en évacuant toute difficulté pour se procurer leur dose. Ces patients étaient préalablement triés pour écarter les criminels et les cas trop sévères, et l'expérience put se prolonger plusieurs années. Dans ces instituts, les patients pouvaient trouver un lit, des conditions de vie plus saines et des conseils pour éviter les rechutes. Après quelques années d'exercice dans ces structures, les psychiatres purent publier un premier bilan : 40 % de leurs patients avaient cessé toute consommation de drogue et pouvaient mener une vie stable, avec un emploi ; 30 % conservaient un emploi, mais rechutaient de temps à autre et avaient toujours besoin d'une prise en charge ; 30 % demeuraient dépendants, sans réel résultat.

En matière de lutte contre les addictions, le régime soviétique suscita donc un changement dans la manière de considérer les personnes dépendantes. Une nouvelle génération de médecins se leva, inspirée par la révolution de 1917 et la perspective de changer la société, et non plus par la vision réactionnaire, déshumanisante, qui avait prévalu jusque-là.

La transformation de la formation des professionnels de santé

La médecine soviétique devait relever un autre défi : la formation de nouveaux médecins. Beaucoup avaient fui ou tourné le dos au nouveau pouvoir. Quant à ceux qui l'avaient rejoint, en nombre déjà très insuffisant, beaucoup étaient morts au front, frappés par les épidémies qu'ils combattaient.

Malgré ses efforts, le régime risquait donc de se retrouver pratiquement sans aucun médecin. Pour éviter une telle catastrophe, le commissariat à la Santé décida d'entreprendre la formation large et systématique de nouveaux médecins. Notamment sous l'influence de la théorie de l'hygiène sociale, il transforma le système de formation médicale.

La direction du pays par la classe ouvrière et la paysannerie permit à leurs enfants d'accéder aux études. En rupture avec la vision élitiste de la médecine, la part d'enseignement pratique put augmenter dans le cursus des médecins. La prévention, la protection de la maternité et de l'enfance, considérées jusque-là comme des spécialités de troisième ordre, furent mises sur un pied d'égalité avec

les spécialités de la médecine curative.

En plus d'ouvrir les portes des universités, le commissariat du peuple à la Santé impulsa la construction de nouveaux établissements universitaires. Les premiers virent le jour dans les régions les plus éloignées du centre politique du pays, les plus démunies en médecins. Il valait mieux former des médecins appartenant aux communautés locales plutôt que d'y envoyer des médecins grand-russiens de la capitale. Le nombre de places à l'université de médecine de Moscou passa de 85 avant la guerre à 385.

On ajouta de nombreuses matières modernes au cursus : l'urologie, la kinésithérapie, mais surtout l'hygiène sociale. Plus qu'une simple matière supplémentaire, elle devint la pierre angulaire de la formation des futurs médecins socialistes, influençant tous les autres domaines de recherche et de soins, et incitant à rechercher et à agir sur les causes sociales des maladies.

Le nombre de médecins commença à croître. En 1926, il y en avait un pour 2 590 habitants, contre un pour 6 900 habitants en 1914. La Russie allait aussi devenir le premier pays au monde où la majorité des médecins étaient des femmes – un reflet de tout ce que le nouveau pouvoir avait signifié de changements pour elles dans l'éducation, la vie sociale.

CHAPITRE IV

RELANCER L’ÉCONOMIE ET FAIRE RENAÎTRE LA CLASSE OUVRIÈRE
(PRINTEMPS 1921 – HIVER 1923)

Après quatre années de guerre civile, la Russie des soviets était au bord de la faillite. L’effort de guerre avait épuisé les usines et les ouvriers.

Le niveau de développement industriel d’avant-guerre, bien inférieur à celui des pays d’Europe occidentale, s’était effondré en conséquence du sabotage de la bourgeoisie russe, et des destructions dues à la guerre civile.

Les ouvriers, las et souffrant de la faim, avaient souvent repris le chemin des campagnes où il leur semblait moins dur de trouver à se nourrir. Ils avaient déserté les soviets. Le pouvoir, s’il restait encore celui de la classe ouvrière, était de fait exercé par des membres du Parti bolchevique et une cohorte de fonctionnaires travaillant dans les administrations de l’État. Nombre de militants bolcheviques avaient succombé au front, ou étaient morts de maladie ; chacun de ceux qui restaient avait du travail pour cinq ou six. Ils tentaient de faire tenir la Russie, malgré son isolement, malgré les multiples oppositions politiques et la pauvreté.

À la campagne, le niveau de rendement du travail agricole avait chuté. Cela faisait près de huit ans que les paysans, mobilisés par les camps en présence, étaient absents des villages. Le travail des champs y avait été maintenu tant bien que mal par les femmes, les enfants et les anciens. De plus en plus méfiants à l’égard du nouveau pouvoir, bien des paysans étaient opposés aux réquisitions forcées des récoltes et avaient progressivement cessé de produire et surtout d’approvisionner les villes. La sécheresse de 1920, pendant laquelle il tomba 10 mm de pluie contre 100 mm en moyenne les étés précédents, entraîna une récolte catastrophique dans cette situation déjà critique. Le pays connut alors une famine qui fit plusieurs millions de morts.

L’économie, principalement rurale, était très affaiblie et la tâche que les bolcheviks se donnaient au printemps 1921 était de relever de toute urgence les forces productives du pays. C’était dans ce but que Lénine instaura la Nouvelle politique économique (la Nep). Elle remplaça les réquisitions par un impôt en nature à montant fixe, ce qui permettait aux producteurs de disposer de ce qui restait de leur production une fois l’impôt payé, et de le vendre avec profit. La Nep, présentée comme une retraite temporaire indispensable, réintroduisait l’économie de marché, sous contrôle de l’État, comme seul moyen alors disponible pour redémarrer l’économie du pays, parce qu’il fallait que la paysannerie ait intérêt à produire de nouveau de quoi nourrir le pays. Une fois les campagnes nourries, il fallait du blé pour nourrir les ouvriers et du bois, le principal combustible du pays, pour faire repartir les industries dans les villes.

La petite bourgeoisie, qui rêvait de s’enrichir avec la fin de la guerre civile et les possibilités qu’offrait la Nep, risquait de prendre de plus en plus de poids social et politique. Le danger était que cela fasse renaître en URSS une bourgeoisie qui, s’appuyant sur le capitalisme mondial, aurait eu les moyens de se saisir du pouvoir au détriment de la classe ouvrière trop affaiblie matériellement et moralement pour se défendre.

Lénine disait de la lutte politique et économique qui s’ouvrait qu’elle serait sans doute plus longue et plus ardue que la guerre civile. Celle-ci avait été remportée par les armes, ce dont l’humanité avait une longue expérience. En revanche, la lutte économique qui s’ouvrait était celle des travailleurs pour la construction d’un système libéré de l’exploitation de classe, et cela, c’était la première fois que l’humanité en faisait l’expérience. Cette lutte nouvelle, où tout était à inventer, s’annonçait d’autant plus difficile qu’elle allait débuter en Russie, plutôt que dans un pays capitaliste riche où la classe ouvrière aurait pu compter sur l’important poids économique et social dû à son rôle indispensable au cœur d’un appareil industriel développé. C’était dans les pays développés que Marx, Lénine et les socialistes du monde entier avaient toujours pensé que le socialisme ferait ses premiers pas. Or l’histoire en avait décidé autrement en attribuant ce rôle de précurseur à l’un des pays les plus pauvres, les plus arriérés, du Vieux monde.

Les efforts des bolcheviks pour tenir se tournaient donc, dans l’attente d’une remontée de la vague révolutionnaire en Europe, comme après octobre 1917, vers le redressement des forces productives en Russie. Il s’agissait d’y faire renaître la classe ouvrière, et de consolider son lien avec la paysannerie pauvre, alors que la renaissance d’une bourgeoisie commerçante et rurale menaçait de faire éclater leur alliance. Dans ce contexte, le commissariat à la Santé étendit le système de soins afin de soutenir les paysans pauvres et de leur montrer tout

l’intérêt de l’État ouvrier et de sa politique.

À la campagne : des tentatives pour étendre le système de soins

La tâche était immense. Un rapport du commissariat à la Santé daté de 1921 sur la situation sanitaire dans les campagnes notait que 42 % des villages manquaient d’accès à des lits d’hôpitaux et que 21 % n’avaient même aucun poste médical. Vu la difficulté avec laquelle les centres de recensement et de statistiques réalisaient leurs études, ces chiffres sont sans doute bien inférieurs à la réalité.

Le système de santé rural manquait énormément de moyens matériels et humains. Les malades pouvaient se trouver à plusieurs heures, voire plusieurs jours du médecin le plus proche. Comme on ne l’appelait qu’en dernier recours, il arrivait régulièrement au chevet du patient alors qu’il était déjà trop tard.

Certains de ces praticiens avaient été introduits dans les campagnes par la médecine des zemstvos pour diminuer le nombre de feldschers qui y exerçaient seuls et avec une formation sommaire. Entre 1890 et 1910, on était passé de 2 800 à 2 620 postes médicaux de campagne tenus par un feldscher. Mais avec la guerre mondiale, puis la guerre civile, la tendance s’inversa : en 1921 dans les campagnes, il y avait moins de médecins, moins de structures de soins, tandis qu’on comptait 3 850 feldschers y exerçant sans la présence d’un médecin.

Ce recul tenait en partie au retour dans les villages de nombreux feldschers formés par l’armée. Certains y diffusaient les pratiques d’hygiène et la culture apprises dans l’Armée rouge, avec des compétences qui restaient bien inférieures à celles d’un médecin. Mais ce n’était pas le cas général : d’autres feldschers continuaient de répandre la méfiance vis-à-vis du régime et de la médecine moderne qui, si elle s’implantait à l’arrière, les privait de leur position et du complément de revenu attaché à leur activité. Pour contrecarrer cette régression médicale, il fallait que des médecins qualifiés s’installent en milieu rural, gagnent la confiance des paysans et y fassent pénétrer la médecine moderne.

Le nombre de médecins en Russie augmenta nettement à partir des années 1920. Mais 80 % des médecins résidaient en ville, et un tiers d’entre eux à Moscou. Beaucoup ne trouvant pas de place dans les dispensaires, hôpitaux ou structures médicales encore en développement en 1921, leur taux de chômage atteignait 25 % en ville, tandis que 45 % des postes à la campagne restaient inoccupés.

Malgré ses efforts, le commissariat à la Santé n’arrivait guère à faire s’installer des médecins à la campagne. En effet, les conditions de vie y étaient

moins bonnes qu'en ville et les médecins s'y sentaient isolés du monde médical, privés de l'accès aux médicaments et aux livres.

À partir de 1922, le financement du système de santé, trop lourd au vu de l'état du pays, fut décentralisé et transféré aux soviets locaux. Ce fut un coup dur, surtout pour les campagnes les plus reculées et les plus pauvres, et d'abord parce que cela aggrava le problème de l'accueil de médecins.

Le budget de la santé reposa dès lors environ pour moitié sur les soviets locaux et sur l'assurance sociale financée par les entreprises, majoritairement étatisées. Dans les campagnes, où très peu d'industries alimentaient le fond de l'assurance sociale, les moyens financiers manquaient alors toujours pour la santé. Quant aux salaires, ils étaient plus bas qu'en ville et payés encore plus en retard.

Pour Semachko, le plus grand obstacle à l'installation de médecins à la campagne était la méfiance, voire l'hostilité des autorités locales, dont allaient dépendre leur accueil et leur salaire. Il arrivait souvent que les autorités ne comprennent pas l'importance de subvenir aux besoins d'un médecin, qu'elles voyaient comme ne produisant aucune richesse pour la communauté, ce dernier se retrouvant à prendre sur ses biens personnels pour se loger et s'équiper en matériel.

Les paysans regardaient le médecin venu de la ville comme un représentant du pouvoir, un pouvoir que beaucoup détestaient du fait des privations endurées lors de la guerre civile. Et l'état du système de santé rural n'avait pas vraiment de quoi les convaincre. Les jeunes médecins qui arrivaient là, surchargés de travail, manquant de matériel et d'expérience, commettaient souvent des erreurs ou manquaient de professionnalisme, et leur réputation était alors encore plus dure à établir. Sans compter les fois où, malgré la justesse du travail du médecin, les remèdes se révélaient inefficaces, car prescrits tardivement à des gens trop affaiblis. Dans ces années de recul profond et de pénurie, il arrivait souvent que les paysans fassent violemment fuir les médecins des villages, et parfois, les assassinent.

Le régime usa de la persuasion puis de la coercition pour faire s'installer des médecins à la campagne. Le commissariat à la Santé tenta d'abord d'augmenter leurs salaires et une loi obligea les autorités locales à leur fournir un logement. Cela visait à améliorer leur cadre de vie à la campagne, tâche difficile, pour ne pas dire impossible à cette époque en Russie. En 1922, chaque étudiant boursier, nouvellement diplômé en médecine dut aller exercer en zone rurale pendant trois ans. Cette mesure n'augmenta pas autant qu'espéré les rangs des médecins ruraux. Comme le rapporta un des membres du commissariat en 1922 : *« Rien n'y faisait, les médecins envoyés à la campagne n'arrivaient juste pas sur*

place. »

Il citait le cas de quatre jeunes médecins envoyés en province : trois n'arrivèrent jamais, le quatrième tomba malade après quelques semaines et n'y retourna plus. Même là où le service obligatoire fonctionnait, il instaurait une rotation de jeunes médecins, sans qu'ils s'installent définitivement, et par conséquent, sans qu'ils n'établissent jamais une relation de confiance avec les paysans.

Un autre facteur augmenta le nombre de médecins restant en ville. En 1926, 70 % des médecins étaient des femmes. Elles refusaient le plus souvent de partir des villes où les contraintes du foyer les retenaient.

D'autres initiatives tentèrent de reprendre les façons de faire de la médecine des zemstvos, notamment en équipant des ambulances pour sillonner la campagne lors d'expéditions de plusieurs mois. Il y eut une vingtaine d'ambulances de ce type au début des années 1920. Équipées en matériel médical en fonction de ce dont on disposait, elles se composaient de soignants de différentes spécialités : un médecin, une sage-femme, un kinésithérapeute, un dentiste, un chirurgien pouvaient en faire partie. Ils passaient de bourgades en villages pour soigner et faire de la prévention sanitaire. C'était un retour aux moyens des zemstvos d'antan, lorsque l'on manquait surtout de moyens, et les Soviétiques ne réussirent pas réellement à transformer le système avant de longues années. Mais ce que ce système incarnait, c'était la volonté profonde du nouveau régime de sortir le pays de son arriération, et de rendre les services de santé accessibles à tous, y compris aux populations nomades les plus reculées.

Dans les villes : vers une médecine du travail pour les travailleurs

Dans les usines désormais dirigées par les troïkas, organismes composés du directeur de l'usine, d'un représentant du parti communiste, et d'un syndicaliste, il s'agissait de faire tout ce que l'on pouvait pour ne pas relancer l'activité dans des conditions aussi dangereuses qu'auparavant. Car le travail devait s'intensifier, devenir plus productif pour que l'économie se redresse. Mais, du même coup, il allait exiger encore plus d'efforts de la part des travailleurs. C'était une situation pleine d'impératifs contradictoires, qu'il fallait gérer au mieux.

Des membres des syndicats et des détachements sanitaires du commissariat à la Santé formèrent des comités d'inspection. Leur rôle n'était pas tant de contrôler, que de remédier aux situations sanitaires risquées qu'ils trouvaient dans les usines. Leur travail s'accompagna de disputes et controverses. La

politique des bolcheviks mettait en avant la nécessité que les travailleurs prennent leurs responsabilités. Cela impliquait la prise en charge des risques dans les usines, tout autant que l'intensification du travail nécessaire pour relancer l'économie.

Dans cette lutte contradictoire, les travaux des psychotechniciens étaient des armes entre les mains des travailleurs pour imposer le respect de conditions de travail moins dangereuses.

Du côté de la recherche, on mit l'accent sur l'étude et la prise en charge des maladies professionnelles à partir de 1923. On créa pour cela l'institut Oboukh, où une section sanitaire de plus de 140 employés lança, une démarche réellement innovante, l'étude de tous les facteurs susceptibles d'influencer la santé des travailleurs : la température, les radiations, les substances toxiques les plus courantes comme le plomb, le pétrole, les colorants et autres substances chimiques. On mena des expériences en laboratoire pour mieux comprendre la cause des maladies professionnelles, en même temps qu'on lança de vastes études sur le terrain pour recenser les différentes pathologies et élucider leurs origines. Les médecins hygiénistes et les psychotechniciens de l'institut Oboukh furent des pionniers dans la recherche et la lutte contre les maladies professionnelles.

Construire un système de santé pour tous les travailleurs

Le Parti bolchevique avait eu pour ambition, dès la prise du pouvoir, de créer un système de santé universel. La nouvelle société devait donner à chaque citoyen la possibilité de se soigner, et même plus, de vivre sainement, les maladies apparaissant comme des incidents de parcours.

Dans les conditions économiques de la Nep, la politique de santé de l'État soviétique était également une arme politique pour cimenter l'alliance entre la paysannerie et la classe ouvrière, à l'échelle de toute la Russie.

Les moyens de financer un tel système figuraient dans les premières revendications des ouvriers révolutionnaires en matière de santé : les caisses d'assurance maladie. Au lendemain d'Octobre, les bolcheviks avaient déclaré leur volonté de créer ces caisses d'assurance, mais la guerre civile les en avait empêchés.

Un système de prise en charge des frais de santé pour les travailleurs par une caisse d'assurance – avec des cotisations et des remboursements – n'aurait effectivement débuté qu'en 1922 quand le pouvoir finit par récupérer les fonds des caisses d'assurance que la Douma avait mises en place en 1913.

Avant cette date, il semble que le commissariat à la Santé répartissait les fonds

que lui allouait l'État soviétique pour couvrir les dépenses de santé du pays. On peut imaginer que les fonds allaient à ce qu'il y avait de plus urgent à un moment donné : pour construire un centre de secours là où il n'y en avait pas, financer une campagne de désinfection, évacuer des blessés après une bataille, etc. Et ce n'est qu'après la fin de guerre civile qu'on a pu envisager un système plus stable.

Ce que le système soviétique d'assurance avait de réellement nouveau était de reposer sur des cotisations acquittées par l'employeur – à cette époque c'était le plus souvent l'État – sans impact sur le salaire. Leur taux variait de 4 à 12 % du salaire mensuel, selon le secteur. Les fonds et leur utilisation se trouvaient placés sous la direction d'un conseil élu de travailleurs.

Cela améliora sans conteste la prise en charge des travailleurs. Jusque-là, les travailleurs victimes d'accidents du travail, de maladie ou d'invalidité ne touchaient d'indemnité qu'à partir du sixième jour d'incapacité, et sans que cela ne dépasse jamais la moitié de leur salaire. L'assurance sociale quant à elle assurait le versement du salaire complet pendant six semaines pour les hommes, huit pour les femmes, ainsi que la totalité de leur prise en charge, médicaments et hospitalisation compris. Pour les maladies, les soins dentaires, les accidents du travail, les grossesses, les charges familiales, les enterrements, les cas d'invalidité totale ou partielle, les retraites, les travailleurs purent bénéficier d'un système de prise en charge complète et gratuite.

Ce système permit de lever des fonds, qui augmentèrent au fur et à mesure de l'industrialisation du pays. La part de travailleurs salariés de l'État augmenta fortement et élargit donc le nombre des bénéficiaires du système.

Cependant, la majorité des travailleurs du pays étaient des paysans que cette assurance sociale ne concernait pas. Pour eux, l'arriération, le sous-développement des campagnes restaient à combattre, et les bolcheviks ne pouvaient se satisfaire d'une telle inégalité. Semachko imposa pendant deux ans, de 1922 à 1924, qu'une part importante des fonds levés par les cotisations soit redirigée vers des hôpitaux et des dispensaires des régions rurales. En 1924, ces cotisations représentaient 46 % du budget total du commissariat à la Santé.

Mais en 1925, on diminua fortement le budget de ce commissariat, sous la pression croissante des bureaucrates responsables du commissariat au Travail, et toutes les questions sanitaires durent obtenir leur financement auprès des soviets locaux. Cela signifiait une sorte de retour à la médecine des zemstvos et les régions rurales en sortirent défavorisées.

L'usine comme structure de base de la société soviétique

Le problème soulevé plus haut était celui du retard de développement de la campagne face à la ville. Dans bien des régions, il n'y eut que l'émergence d'une usine ou mieux d'un centre industriel pour sortir un district du sous-développement. La vie sociale s'organisait de plus en plus autour de ces pôles où se concentrait une classe ouvrière plus consciente. C'est là que la médecine soviétique put donner le meilleur exemple de lutte contre l'arriération.

Dans ces districts, le dispensaire et le médecin étaient souvent ceux de l'usine. Même si le dispensaire restait le maillon de base du système de santé soviétique, le médecin d'une usine pouvait avoir des relais dans chaque atelier. Il arrivait qu'un responsable sanitaire soit élu dans un atelier pour servir d'intermédiaire avec le médecin ou pour lui adresser des collègues de travail.

On lia à l'usine les structures de la protection de l'enfance afin de soutenir les efforts du régime visant à intégrer les femmes au système de production. Une grande usine pouvait avoir sa crèche et une cuisine dédiée à la préparation du lait pour les bébés.

Des structures pour encadrer le temps libre des enfants plus âgés firent aussi leur apparition. Les enfants pris en charge dans les jardins d'enfants en sortaient, à l'âge de trois ans, aptes aux tâches les plus élémentaires, s'habiller seuls, demander les toilettes, attendre son tour pour jouer, etc. L'idée était d'en faire des petits citoyens autonomes autant qu'ils pouvaient l'être à leur âge. On retrouvait cette même volonté de développer l'indépendance et le sens des responsabilités dans les structures de jeunesse qui prenaient ensuite le relai.

On retrouve cet idéal de la formation d'une nouvelle jeunesse, socialiste, dans l'affiche ci-dessous, *Le système de protection populaire de la santé en URSS.*


НАРОДНОЕ ЗДРАВООХРАНЕНИЕ в СССР
ОХРАНА ЗДОРОВЬЯ ТРУДЯЩИХСЯ - ДЕЛО САМИХ ТРУДЯЩИХСЯ
ДЕТИ - НАШЕ БУДУЩЕЕ
ЯСЛИ РАСКРЕПОЩАЮТ ЖЕНЩИНУ МАТЬ
ПОМОЩЬ НАЦИОНАЛЬНЫМ МЕНЬШИНСТВАМ

Au centre, des femmes viennent confier leur enfant à la crèche et au jardin d'enfants, sous la bannière disant *« Les enfants – notre avenir. Les crèches émancipent les femmes qui ont des enfants »*. De part et d'autre sont représentées des excursions de jeunes octobristes et de pionniers. De 18 à 25 ans, ceux qui le souhaitaient pouvaient adhérer au Komsomol, dont l'entrée était réservée aux jeunes athées. (Les autres vignettes de l'affiche évoquent la question de la santé à l'usine, dans l'éducation, dans les régions de minorités nationales, dans l'Armée rouge, etc.).

Le système de santé sous la botte de la bureaucratie stalinienne

Malgré les tentatives des militants révolutionnaires de préserver et de développer le système de santé né de la révolution, la bureaucratie bridait de plus en plus ce développement. Son rôle était initialement la gestion administrative de l'État ouvrier, mais elle se tourna de plus en plus vers la préservation de sa position et de ses intérêts de caste privilégiée.

Le développement d'une bureaucratie au sein de l'État soviétique avait été inévitable, et en un certain sens nécessaire : il avait fallu des hommes et des femmes qui aient pour fonctions d'administrer l'État à partir du moment où les travailleurs avaient pris le pouvoir mais n'avaient pas encore acquis collectivement assez de compétences pour l'exercer sans l'aide d'un appareil spécialisé. Tant que la révolution avançait sous l'impulsion des masses travailleuses, la bureaucratie, même privilégiée de par sa place au pouvoir, contribuait à bâtir le système soviétique.

Mais comme les révolutions (bourgeoises) avant elle, la révolution russe connut une phase descendante. L'élan des masses né d'Octobre se tarissait alors que l'échec des révolutions déclenchées en Europe à la suite de la révolution russe laissait la jeune Union soviétique privée de l'indispensable soutien de pays plus riches, plus développés économiquement, socialement et culturellement. La bureaucratie restant seule au pouvoir allait renforcer sa position en URSS et son emprise sur toute la société.

La politique de la bureaucratie était déterminée par sa position au pouvoir, position menacée par deux perspectives. Soit l'État ouvrier serait renversé par la contre-révolution et serait remplacé par un État bourgeois, soit il redeviendrait ce que Lénine, Trotsky et les bolcheviks avaient voulu qu'il soit – l'État non pas d'un prétendu « socialisme dans un seul pays », ce qui était une aberration dans les termes mêmes, mais l'État de la révolution socialiste mondiale –, si la classe ouvrière renversait la bureaucratie et reprenait le pouvoir, à la suite d'un nouvel

élan révolutionnaire.

Bien évidemment, la bureaucratie voulait éviter l'un et l'autre terme de l'alternative, car tous deux impliquaient la fin de sa domination. Or, de façon inédite, la bureaucratie allait se maintenir dans cette position dominante plusieurs décennies durant.

Elle y parvint par une dictature féroce, mais aussi en s'appuyant sur les masses, les entraînant au nom des traditions et des acquis de la révolution auxquels elles restaient attachées, tout en leur interdisant toute action politique indépendante qui aurait pu amener un renouveau du mouvement révolutionnaire. Sous l'influence d'une position aussi contradictoire, le système soviétique, dont son système de santé, prit la forme d'une mauvaise copie de celui que la révolution avait fait naître.

Pour tenir en main la population, la bureaucratie entreprit de la priver de bien des libertés qu'elle avait acquises à la suite de la révolution. Reprenant le plus souvent des formes et méthodes de gouvernement du capitalisme, la bureaucratie permit aux inégalités sociales de se développer à nouveau et joua de la répression pour l'imposer.

Des pans entiers du système de santé en développement furent arrêtés net. Les sanatoriums créés dans le but d'être largement généralisés et accessibles à toute la société restèrent peu nombreux et devinrent réservés, de fait, aux gens proches du pouvoir. L'hygiène sociale, porteuse de conceptions trop révolutionnaires, fut écartée des programmes universitaires et la prévention reprit un statut inférieur à la médecine curative. La propagande contre l'avortement s'intensifia et alla jusqu'à culpabiliser les femmes d'y recourir, alors que les enfants demeuraient un fardeau, notamment pour les femmes les plus pauvres. Très vite on assista à une restauration du modèle bourgeois de la famille, même si la propagande stalinienne la baptisait « famille soviétique », qui valorisait l'enfermement de la femme dans ses rôles « traditionnels » de maîtresse de maison et de mère. Et en juillet 1936, Staline fit interdire l'avortement et pénalisa d'une amende le divorce.

Mais tout en revenant sur ces acquis de la révolution, et sur bien d'autres encore, le pouvoir stalinien entraîna les masses dans des campagnes au nom de ce qu'il présentait comme la continuation des traditions d'Octobre. La forme y était parfois, mais ni le fond ni le contenu. Il s'agissait d'actions réalisées par les masses, mais sous la direction bureaucratique de l'État, et donc privé de ce qui avait été la clé des succès des premières années du pouvoir des soviets alors qu'il manquait de tout : la vitalité, l'énergie transformatrice d'un mouvement révolutionnaire animé par les nombreuses initiatives des masses elles-mêmes.

Ainsi en 1936, le gouvernement de Staline engagea la lutte contre les

épidémies avec pour but d'éradiquer la malaria qui avait continué à sévir dans le sud du pays. La lutte entreprise contre les moustiques, qui propageaient la malaria, pouvait ressembler à celle contre les poux vecteurs du typhus en 1919, mais le combat sanitaire en 1936 en différait par sa nature politique et sociale. Le commissariat à la Santé organisa la lutte avec l'Institut des maladies tropicales créé à Moscou en 1920 et quelques centres de recherche plus récents dans le sud.

L'envergure de cette opération, dans un pays industriellement plus développé que quinze ans auparavant, pouvait faire penser aux mouvements de masse des années 1920 que nous avons détaillés plus haut. On traita les marais pour en supprimer les moustiques ; des avions aspergèrent d'insecticides 2 866 000 hectares ; on répandit du pétrole au sol sur 239 000 hectares ; le commissariat du peuple à la Santé reçut 30 millions de roubles pour la lutte sanitaire ; on créa 1 800 dispensaires anti-malaria et on distribua des centaines de milliers de moustiquaires à la population. Et on associa cette dernière à la lutte : 50 000 paysans participèrent au traitement des sols et à la distribution des médicaments dans les villages.

Mais contrairement à la période de la révolution, ces paysans n'étaient pas des volontaires appelés par leurs soviets à former des commissions sanitaires sous la direction de médecins. C'étaient des ouvriers agricoles des fermes d'État et leur participation à la lutte sanitaire état imposée et rémunérée comme remplaçant le travail au sovkhoze ou au kolkhoze. Et l'on organisait ces kolkhoziens et sovkhoziens de la même façon que dans le travail de la ferme. Quant aux 500 médecins engagés dans cette campagne d'éradication, ils n'étaient plus à la tête de commissions de travailleurs, mais de groupes d'étudiants en médecine qui tenaient les dispensaires. Près de vingt ans après la révolution, loin de s'estomper, l'écart séparant les médecins des ouvriers agricoles dans la hiérarchie sociale s'était accru.

Ce que devint le système de santé est à l'image de la lutte contre la malaria. Le système de santé soviétique, tel qu'il perdura pendant plusieurs décennies, était envié par beaucoup, car il répondait mieux aux besoins des populations pauvres que les systèmes de santé des pays capitalistes. Dans des pays comme les Démocraties populaires en Europe de l'Est ou à Cuba, qui sans avoir connu de révolution ouvrière tentaient d'échapper, entre autres, à leur retard dans le domaine médico-social, on prit donc pour modèle le système de santé soviétique. Avec ses avantages, on l'a vu, ainsi qu'avec ses tares : celles d'une société dominée, écrasée par la bureaucratie. Mais malgré tout, et même s'il ne devint jamais un système de santé socialiste, ce système de santé conserva longtemps des traits de son caractère populaire, novateur et progressiste issu d'une

révolution ouvrière victorieuse.

CONCLUSION

De la lutte des travailleurs russes naquit l'ébauche d'un tout nouveau système de santé, dans lequel la prévention avait pris une part bien plus importante que dans les systèmes de santé des pays capitalistes, même les plus développés ; un nouveau système où les travailleurs connaissaient et pouvaient s'emparer eux-mêmes des moyens de base pour protéger leur santé, et où la santé avait vocation à être accessible à tous.

Bien sûr ce ne fut que l'embryon d'un tel système. La Russie sous-développée ne pouvait pas en quelques années, a fortiori de guerre, atteindre un niveau de développement comparable à celui des riches pays occidentaux. D'autant plus qu'elle restait isolée, et qu'elle ne put pallier ni son arriération ni son isolement par les ressources des pays plus développés et plus cultivés, comme l'Allemagne, où la révolution ouvrière fut pourtant à deux doigts de l'emporter à plusieurs reprises entre 1918 et 1923. Mais avec les faibles moyens qu'ils avaient et – pourrait-on dire – avec tous ceux qu'ils n'avaient pas, les révolutionnaires et les travailleurs russes ont montré en quoi ce système, né d'une révolution prolétarienne victorieuse, portait en lui quelque chose de supérieur à tout ce que nous connaissons dans la société capitaliste, même si cela restait embryonnaire ou au niveau d'une vision de l'avenir.

Tout comme la Commune de Paris avait montré un demi-siècle plus tôt, à l'échelle d'une capitale et pendant deux mois, comment un pouvoir ouvrier pouvait émerger et régler les problèmes vitaux de la population, l'ébauche d'un nouveau système de santé en Russie soviétique montra comment la santé pourrait devenir la responsabilité de toute la société, et une des voies par lesquelles elle atteindra un niveau de civilisation supérieur.

La politique sanitaire mise en place par les bolcheviks montra, même à l'état d'esquisse dans un pays très pauvre, ce que pourrait être un système de santé socialiste : une prise en charge largement intégrée dans la vie quotidienne, appuyée à tous les niveaux sur la participation active et consciente de la population elle-même, pas simplement pour soigner la maladie, mais pour conserver la santé, et cela jusqu'à la prise en charge de la culture et du repos pour parvenir à préserver et élever le bien-être de tous.

NOTES

[1] Organe territorial créé en 1864 dans la Russie d'Europe, cette assemblée de la noblesse et de la bourgeoisie d'une province disposait d'une marge d'auto-administration.

[2] Assistant médical à la formation pratique plus ou moins étendue, chargé d'arracher les dents, de remettre en place les articulations, voire de pratiquer une amputation, mais sans avoir les connaissances scientifiques des médecins. De nombreux feldschers avaient été recrutés et formé par l'armée pendant la guerre.

[3] Désigne un service médical réduit à un faible financement local, ce que ne pouvait pallier le dévouement des praticiens partis exercer dans les régions reculées.

BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

Ouvrages historiques

SERGE (Victor), *L'An I de la révolution russe*, La Découverte poche, 1997

MARIE (Jean-Jacques), *Histoire de la guerre civile russe : 1917-1922*, Tallendier, 2015

FORNET (Nicolas), *Russie 1917-1927 : la révolution dans la culture et le mode de vie*, Les Bons Caractères – Éclairage, 2016

PREVOST (Florian), *Évolution du système de soins et de la pratique médicale en Russie au décours de la révolution d'octobre 1917* – diplôme universitaire d'histoire de la médecine, Université Paris Descartes, Faculté de médecine

Ouvrages politiques

SEMACHKO (Nikolaï Aleksandrovitch), « La conservation de la santé en Russie Soviétique », *Bulletin communiste* – URSS, 1920

LÉNINE (Vladimir Ilitch), *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, Les Bons caractères – Classiques, 2019

TROTSKY (Léon), *Les questions du mode de vie*, 10-18, 1995

KOLLONTAÏ (Alexandra), *Conférences sur la libération des femmes*, La Brèche, 1978

Romans et nouvelles

BOULGAKOV (Mikhaïl), *Récits d'un jeune médecin*, Poche, 1996

PASTERNAK (Boris), *Docteur Jivago*, Gallimard, 1972

ISAAC (Babel), *Chroniques de l'an 18*, Actes Sud, 1999

SEMENOV (Serge), *La Faim*, Aubier Montaigne, 1992

GLADKOV (Fiodor), *Le Ciment*, Les éditions de minuit, 1991

MAKARENKO (Anton), *Le Poème pédagogique*, Éditions du progrès, 1967.

DANS LA COLLECTION ÉCLAIRAGE

1. Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien
2. La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde
3. Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914
4. Italie 1919-1920, les deux années rouges
5. Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010
6. La Russie avant 1917. De l'abolition du servage à la veille de la révolution
7. Le cerveau et la pensée
8. La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France
9. La civilisation arabe du VIII^{e} au XIII^{e} siècle
10. Les philosophes des Lumières
11. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927
12. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme
13. Le Parti communiste français, 1920-1933
14. Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie
15. Russie soviétique (1917-1927). La révolution dans la culture et le mode de vie
16. Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)
17. Dans l'atelier du monde. Les luttes de la classe ouvrière britannique, 1780-1914
18. Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923
19. Une industrialisation à pas de tortue. France, 1789-1914
20. Chili 1970-1973. Allende désarme les travailleurs, l'armée les massacre.
21. Les convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale
22. Comptes et légendes, les dessous des statistiques économiques

Les Bons Caractères – 2022
6, rue Florian – 93500 Pantin
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-493083-13-5
Dépôt légal 2e trimestre 2022

FIN